

Les Britanniques, les Boers et les Africains en Afrique du Sud, 1850-1880

Ngwabi Bhebe

Entre 1850 et 1880, quand on parlait d'Afrique du Sud, il s'agissait encore d'une simple expression géographique sans signification politique qui désignait un territoire divisé en colonies britanniques, républiques boers et États africains. Jusque dans les années 1870, la Grande-Bretagne, qui prétendait à la suprématie sur le sous-continent, hésitait à réaliser ses ambitions en prenant le contrôle politique de l'ensemble de la région. Sur place, nombreux étaient les fonctionnaires britanniques qui exhortaient leur gouvernement à franchir ce pas, en faisant valoir que le meilleur moyen de servir les intérêts nationaux, tout en traitant équitablement les divers peuples d'Afrique du Sud, était de placer la totalité de la région sous administration britannique. Le gouvernement se faisait tirer l'oreille à cause des dépenses que cela entraînerait. Il faudrait, en effet, faire la conquête d'une multitude d'États africains; soumettre des républiques boers farouchement attachées à leur indépendance; persuader les colonies britanniques de s'associer à ces États et, pour finir, subvenir aux frais de l'administration du pays, alors très pauvre. À partir de 1870, toutefois, avec l'avènement du «nouvel impérialisme» européen, la découverte de gisements de diamants et d'or et l'expansion concomitante de leurs investissements dans la région, les Britanniques changèrent d'avis et entreprirent énergiquement d'affirmer leur hégémonie sur tout le sous-continent. Vers 1880, ils avaient conquis et annexé de nombreuses communautés africaines, octroyé leur protection à d'autres et humilié, par la force des armes, la plus rebelle et la plus puissante d'entre elles, celle des Zulu. La volonté de prendre en main plus fermement les sociétés sud-africaines conduisit également les Britanniques

à entrer en guerre contre les Boers. À l'issue de ces guerres et des accords auxquels elles aboutirent, qui prévoyaient soit une annexion pure et simple, soit un certain degré de souveraineté, la Grande-Bretagne put, à partir de 1881, se targuer à juste titre, devant les autres puissances européennes, de détenir en Afrique du Sud quelque chose de plus qu'une simple zone d'influence. Du point de vue de l'Afrique du Sud elle-même, cette période vit les colonies britanniques accéder à un certain degré d'autonomie, les Boers consolider leur unité, et les Africains perdre progressivement leurs terres et leur souveraineté, au profit des unes et des autres.

Les Britanniques se retirent de l'intérieur

Au moment où commençait la seconde moitié du siècle, les Britanniques se retirèrent de l'intérieur de l'Afrique du Sud. Sir Harry Smith, l'énergique et quelque peu présomptueux gouverneur et haut-commissaire, entré en fonctions en 1847, avait en très peu de temps, dès son arrivée, étendu de façon très spectaculaire la zone dominée par les Britanniques. Convaincu des vertus pacifiques et stabilisatrices de l'ordre britannique, ainsi que de la nécessité d'apporter aux Africains « les bienfaits » de la civilisation industrielle et de la culture britannique, il annexa le pays xhosa entre la Keiskamma et le Kei, lui donnant le nom de Cafrerie britannique, et la totalité du territoire peuplé de Boers et d'Africains situé entre le Vaal et l'Orange, qui prit le nom de colonie du fleuve Orange. Smith s'imaginait que l'administration de ces acquisitions toutes fraîches serait financée par des recettes locales, et qu'elle ne représenterait pas, par conséquent, une charge financière pour les Britanniques. La suite des événements allait lui donner entièrement tort. Sa politique provoqua des guerres qui coûtèrent cher en argent, en vies humaines et en destructions, parce que les Boers n'entendaient pas se laisser annexer, tandis que les Africains rejetaient ses mesures « civilisatrices » et se révoltaient pour recouvrer leurs terres confisquées et leur souveraineté perdue.

Les premiers à se lancer dans la résistance armée furent les Boers, sous la conduite d'Andries Pretorius. En 1848, il réunit une troupe de 12 000 hommes et chassa de la colonie du fleuve Orange le résident britannique (le major Harry Warden) et ses collaborateurs. Mais les Boers furent incapables de garder les fruits de leur victoire. Ils ne tardèrent pas à se disperser, ne laissant à Pretorius que de maigres forces dont Smith n'eut aucun mal à venir à bout, le 29 août 1848.

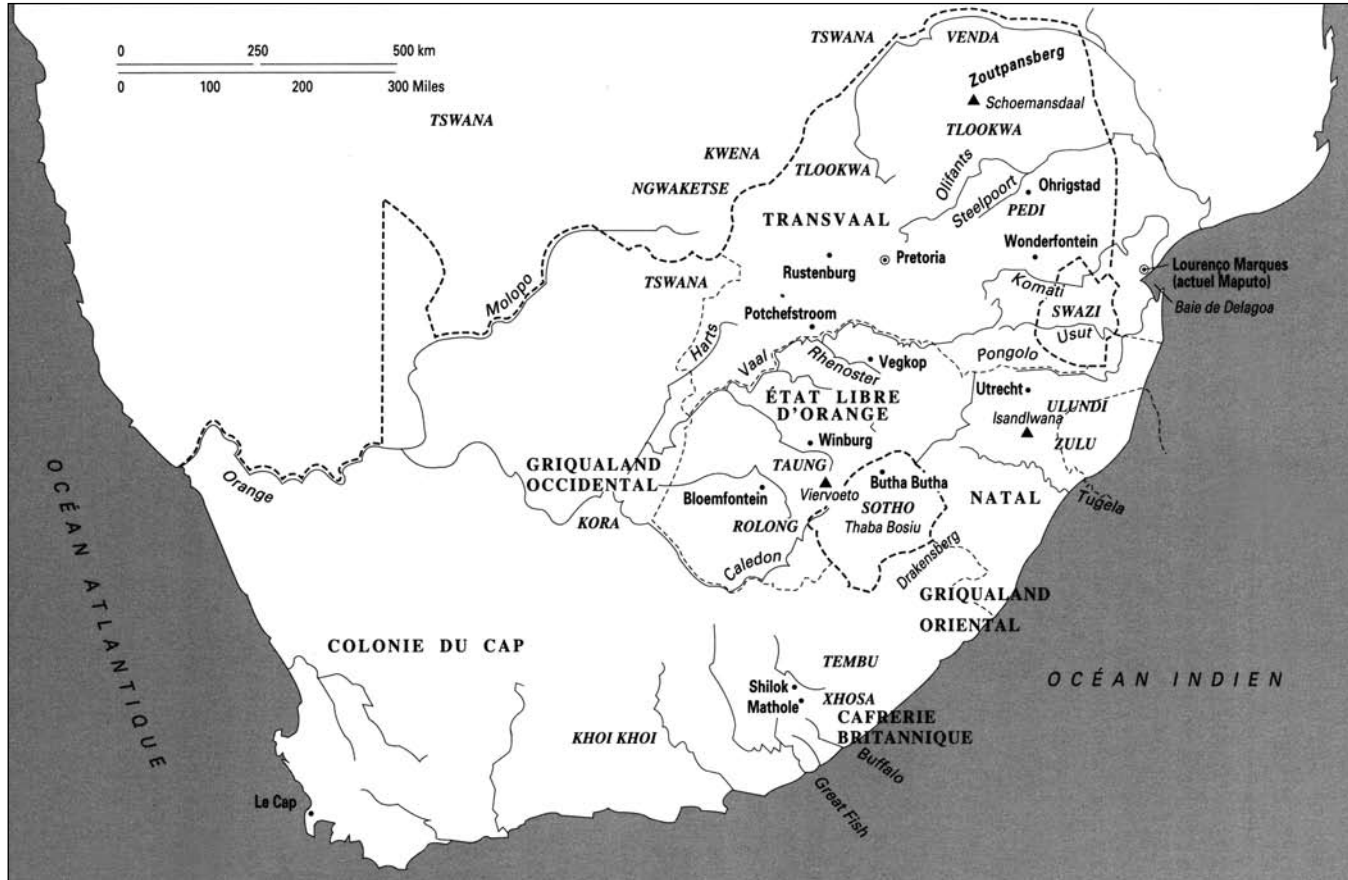
Ayant rétabli la tutelle britannique, appuyée par une petite force militaire, Smith retourna en hâte au Cap, confiant à Warden la tâche délicate et redoutable de délimiter les territoires de la colonie du fleuve Orange, revendiqués par des groupes rivaux. Les parties en présence étaient le puissant royaume de Moshoeshoe, les États plus modestes des Taung de Moletsane, des Tlookwa de Sikonyela, des Rolong de Moroka et, enfin, les Boers, les Kora et les Griqua. La population du royaume de Moshoeshoe s'accroissait

très rapidement sous l'afflux des réfugiés fuyant les exigences des envahisseurs boers ; aussi avait-il besoin pour son peuple de la plus grande partie des terres de la vallée du Caledon, de sa source à son confluent avec l'Orange. En essaimant ainsi sur les terres fertiles et arables qui s'étendaient au-delà des frontières septentrionale et occidentale de leur pays, les populations sur lesquelles régnait Moshoeshoe entrèrent violemment en conflit avec leurs voisins qui avaient également des vues sur ces terres. Les Britanniques tentèrent donc de régler ces conflits en traçant des frontières. Mais Warden aggrava la situation, car ses frontières favorisaient les Boers et les États plus petits au détriment des Sotho de Moshoeshoe. En outre, le seul fait d'annoncer que des frontières allaient être tracées déclencha une intense compétition entre tous les groupes de population pour l'occupation des terres, ce qui entraîna une recrudescence des razzias sur les troupeaux.

Toute cette crise plaça Moshoeshoe dans une situation difficile. Il ne pouvait survivre qu'en s'abstenant de prendre position. Il ne voulait pas heurter de front les Britanniques, qui imposaient désormais leur loi aux Boers, parce qu'ils étaient puissants et que, dans l'éventualité d'une guerre avec ses voisins blancs, il voulait pouvoir compter sur leur appui. Mais les Britanniques le gênaient. Il avait d'abord accueilli favorablement leur arrivée dans la région, espérant qu'ils sauraient dissuader les Boers de faire main basse sur ses terres. Mais voilà que les Boers s'en emparaient, de connivence avec les Britanniques. Son peuple avait l'impression qu'il collaborait avec les Britanniques en leur cédant des morceaux du pays, et il le critiquait donc durement. Dans ces conditions, il ne pouvait effectivement empêcher ses sujets de violer les frontières de Warden. Il lui fallait se contenter de rabrouer ceux d'entre eux qui n'en tenaient pas compte et, en même temps, de saisir toutes les occasions qui se présentaient de protester auprès des autorités britanniques contre ces frontières inéquitables. Mais ses sujets ne faisaient aucun cas de ses remontrances. Ils s'installaient où ils voulaient et continuaient, pour se venger ou même sans avoir été provoqués, de razzier le bétail des États voisins.

Warden, le résident britannique, ne pouvait pas non plus ramener la paix dans la région. Ses forces militaires étaient insuffisantes et il choisit d'ignorer les revendications territoriales de Moshoeshoe. En donnant une frontière aux Tlookwa, il piqua au vif le nationalisme des Sotho de Moshoeshoe, qui n'attendaient qu'une occasion propice pour anéantir les Tlookwa et recouvrer les terres qu'ils leur avaient prises à l'époque où le royaume de Moshoeshoe était encore faible. Warden imposa même aux Taung de Moletsane une frontière qu'ils n'avaient jamais demandée, car ils savaient que la terre qu'ils occupaient appartenait à Moshoeshoe. Celui-ci et son peuple ne pouvaient pas tolérer non plus que des envahisseurs récents, comme les Kora de Taaibosch, soient généreusement pourvus en terres par Warden. Ce dernier cherchait, d'ailleurs, à affaiblir le royaume de Moshoeshoe et à s'assurer l'appui des petits États, afin de compenser la faiblesse militaire des Britanniques dans la région¹.

1. P. Sanders, 1975, p. 149-150 et p. 159.



7.1. Carte de l'Afrique du Sud indiquant les États et les peuples, 1850-1880 (d'après N. M. Bhebe).

Effectivement, lorsque la guerre éclata à la suite de toute une série de razzias et contre-razzias entre Taung et Tlookwa, Warden réussit à lever une troupe assez importante composée des quelques Boers qui voulurent bien le soutenir, de Griqua, de Rolong et de Kora. Il se porta ainsi au secours des Tlookwa, dispersa l'armée taung sur les collines de Viervoet, et paracheva sa victoire en faisant main basse sur 3 468 bovins et un certain nombre d'ovins. Le redoutable Moshoeshe entra alors dans le conflit aux côtés de ses alliés, les Taung de Moletsane, et, ensemble, ils infligèrent une défaite écrasante à Warden et à ses alliés africains. Ainsi s'effondra, en juin 1851, l'administration britannique de la colonie du fleuve Orange².

Warden ne put obtenir qu'une aide minime des Boers de la région et des Britanniques de la colonie du Cap. Les Boers demandèrent assistance à ceux des leurs qui étaient établis sur l'autre rive du Vaal, ou tâchèrent de parvenir à un accord pacifique avec les vainqueurs, Moshoeshe et Moletsane. Dans la colonie du Cap, les forces britanniques étaient accaparées par la guerre contre les Xhosa, qui avait éclaté en décembre 1850. En fait, ce furent ces deux guerres, sur le front oriental et dans la colonie du fleuve Orange, qui contraignirent les Britanniques à abandonner la politique expansionniste de Smith en Afrique du Sud.

La guerre de 1850-1853 entre les Britanniques et les Xhosa fut provoquée par les efforts que Smith déploya pour priver les Xhosa de leur indépendance. En 1848, il s'empara de vastes territoires xhosa en annexant à la colonie du Cap la région comprise entre le Great Fish et la Keiskamma, puis en proclamant colonie britannique de la Cafrerie le territoire compris entre la Keiskamma et le Kei. De nombreux Xhosa furent empêchés de s'établir sur leurs anciennes terres, à l'ouest de la Keiskamma, qui avaient été réparties entre les « loyalistes » mfengu et des agriculteurs blancs. Dans la Cafrerie même, les Xhosa furent scindés entre différentes « réserves » ; les pouvoirs de leurs chefs se trouvèrent fortement limités par le fait qu'ils durent se soumettre au contrôle de magistrats blancs. Des coutumes telles que celle de la *labola* (dot) furent mises hors la loi comme contraires au droit britannique, de même que les accusations de sorcellerie. Qui plus est, les magistrats blancs savaient très peu de chose des lois en vigueur au Cap, et strictement rien du système juridique xhosa ; de sorte qu'ils se laissaient guider par leurs sentiments personnels pour statuer sur les litiges xhosa qui leur étaient soumis. Les cinq cents membres de la police africaine sur laquelle s'appuyaient les magistrats n'avaient reçu aucune formation, et ils étaient si fiers d'exécuter les ordres des Blancs qu'ils en venaient à traiter leurs compatriotes avec arrogance. Tous ces griefs devaient nécessairement amener les Xhosa à tenter de se soustraire à la domination britannique.

Smith mit le feu aux poudres en traitant leur chef suprême avec désinvolture, sans tenir aucun compte de l'attachement de la population à ses dirigeants et à ses institutions. Il convoqua le chef, Sandile, à une réunion à King William's Town. Sandile refusa de s'y rendre parce que, quelques années

2. *Ibid.*, chap. 14.

auparavant, les Britanniques l'avaient trahieusement arrêté après qu'il eut répondu à une convocation semblable. Smith déposa Sandile et tenta de lui substituer sa propre mère, associée à un chef blanc; mais ils furent tous deux rejetés par les Xhosa. Smith mit alors Sandile hors la loi et essaya de s'emparer de lui. En décembre 1850, les Xhosa en eurent assez des ingérences du gouverneur dans leur vie et commencèrent à attaquer les forces et les installations militaires britanniques dans la région. Ils anéantirent plusieurs postes militaires.

La cause de Sandile fut largement soutenue par ses voisins africains. À l'est du Kei, il reçut le soutien moral des sujets du chef Sarili. De nombreux membres de la police africaine et des Cape Coloured Mounted Riflemen (police montée de la colonie du Cap, constituée de Métis armés de fusils) désertèrent et rejoignirent ses troupes. Les Khoi Khoi et certains Tembu combattirent aussi aux côtés de Sandile. Beaucoup de fermiers blancs et d'Africains qui s'étaient rangés du côté des Britanniques furent tués, leur bétail capturé et leurs biens détruits. Smith ne pouvait s'appuyer que sur des alliés africains, parce que les fermiers blancs de la colonie du Cap n'étaient pas disposés à faire sa guerre. Même avec les renforts qu'il reçut du gouvernement britannique en mars 1852, Smith ne réussit pas à mater le soulèvement des Xhosa. La guerre ne fut menée à son terme que par son successeur, sir George Cathcart, qui s'assura le soutien des fermiers blancs du Cap en leur promettant une partie du bétail qui ferait partie du butin final. De fait, lorsque les Xhosa furent vaincus, en octobre 1852, les sujets de Sandile, comme ceux de Sarili, qui vivaient à l'est du Kei et avaient surtout accordé un appui moral à leurs frères de l'Ouest, perdirent de vastes troupeaux, confisqués comme prises de guerre par les Britanniques³.

Le coût de la guerre contre les Xhosa et la désorganisation totale de l'administration britannique dans la colonie du fleuve Orange incitèrent les Britanniques à renoncer à la politique radicale de Smith. Ils nommèrent deux commissaires, le major William Hogge et Charles Owen, qu'ils chargèrent de préparer leur désengagement au nord de l'Orange. Pour faire face à la situation dans la colonie sans être gênés par les Boers établis au nord du Vaal, les commissaires les achetèrent en garantissant leur indépendance. Andries Pretorius réussit, en dépit de la dispersion des Boers du Transvaal et de leur division en factions rivales, à constituer une délégation qui, non sans mal, parvint à s'entendre avec les Britanniques et conclut la Convention de Sand River, le 17 janvier 1852.

Aux termes de cette convention, les Britanniques reconnaissaient l'indépendance du Transvaal et abrogeaient unilatéralement tout traité d'alliance avec des États africains situés au nord du Vaal. Le Transvaal s'engageait à ne pas intervenir dans les affaires des colonies britanniques, et à ne pratiquer ni l'esclavage ni le commerce des esclaves. Les Britanniques et les Boers du Transvaal excluaient en outre, d'un commun accord, les sociétés africaines

3. E. A. Walker, 1957, p. 250-254; C. Brownlee, 1896, p. 306-319; M. Wilson, 1969b, p. 256.

établies des deux côtés du Vaal de leurs marchés des armes à feu et des munitions, tandis que les Boers auraient libre accès aux marchés britanniques des armes⁴. Il va sans dire que, même si les Africains purent se procurer quelques fusils en ayant recours à des moyens clandestins et à des marchands britanniques « sans scrupules », l'embargo anglo-boer sur les armes empêcha effectivement les États africains de constituer d'importants stocks d'armes et de se procurer les matériels militaires les plus modernes disponibles sur le marché britannique et les autres marchés européens. En bref, les Blancs se garantissaient, par cet accord, la supériorité militaire sur les Africains et rendaient techniquement inévitables leurs conquêtes ultérieures.

Une fois réglé le problème du Transvaal, les commissaires abordèrent celui de la colonie du fleuve Orange. Cathcart, le nouveau haut-commissaire, voulait rétablir le prestige militaire britannique, singulièrement terni aux yeux des Africains, en infligeant une défaite éloquente à Moshoeshoe. À la tête d'importantes forces d'infanterie et de cavalerie, il rencontra celui-ci à Platberg le 15 décembre 1852 et lui lança un ultimatum auquel il était impossible de se plier. Moshoeshoe devait livrer, dans un délai de trois jours, 1 000 chevaux et 10 000 bovins, pour compenser les pertes matérielles subies par les Boers pendant la guerre menée par Warden et financer la coûteuse expédition de Cathcart. Lorsque Moshoeshoe, incapable de répondre aussi rapidement à ces exigences, demanda un délai supplémentaire, Cathcart ne fit aucun cas de ses explications et ordonna l'invasion du territoire qui constitue aujourd'hui le Lesotho. Mais il se heurta à une résistance si opiniâtre de la part de l'infanterie et de la cavalerie sotho qu'il ne demanda pas mieux que de se retirer lorsque Moshoeshoe manifesta une attitude diplomatique de soumission, par une lettre du 20 décembre 1852. Moshoeshoe suppliait le haut-commissaire de bien vouloir se satisfaire du butin de plus de 5 000 bovins que ses troupes avaient réussi à capturer. Il se reconnaissait suffisamment puni et vraiment très impressionné par la puissance britannique ; il demandait donc humblement la paix. Il tâcherait également, à l'avenir, d'éviter que ses sujets ne causent des troubles. Le lendemain du jour où il reçut cette lettre, le haut-commissaire et ses troupes très éprouvées (38 morts et 15 blessés) s'empressèrent de se retirer de ce dangereux royaume⁵.

Les vicissitudes de Cathcart renforcèrent les Britanniques dans la conviction que la région ne pourrait être conservée qu'à grands frais. Sir George Clerk fut donc dépêché sur place pour achever de mener à bien le retrait des Britanniques de la zone située au nord de l'Orange. Ayant eu vent de l'imminence de leur départ, Moshoeshoe prépara le terrain pour la longue lutte avec les Boers qui l'attendait inéluctablement, en anéantissant leurs alliés potentiels, les Tlookwa, les Griqua et les Kora qui vivaient au nord-ouest de son royaume. Tous les Sotho du Sud qui peuplaient le pourtour de

4. E. A. Walker, 1957, p. 252-253 ; L. Thompson, 1969*b*, p. 420-421.

5. P. Sanders, 1975, p. 185-193 ; E. A. Walker, 1957, p. 254-255 ; L. Thompson, 1969*b*, p. 421-422.

son royaume étaient désormais sous sa coupe, excepté la chefferie de Moroka dont la population avait, de toute façon, été réduite à un millier d'âmes à peine au cours de la guerre précédente.

Entre-temps, Clerk parvint, non sans quelques difficultés, à réunir des Boers disposés à négocier l'indépendance avec lui et, le 23 février 1854, conclut la Convention de Bloemfontein, dont les termes étaient plus ou moins semblables aux dispositions de celle de Sand River. Elle conférait aux Boers une indépendance totale. Les Britanniques renonçaient à toute alliance avec les chefs africains au nord de l'Orange, sauf avec Adam Kok. Le traité avec Adam Kok lui-même, par lequel était limitée la quantité de terres que les Boers pouvaient acheter dans son pays, fut en fin de compte modifié de manière à permettre aux Blancs d'acheter toutes ses terres. Clerk refusait aussi de se laisser entraîner par Moshoeshoe dans une quelconque discussion relative à la frontière entre le territoire qui allait bientôt s'appeler l'État libre d'Orange et son royaume⁶. Les Britanniques, par leur retrait, ouvraient donc la voie à l'accaparement des terres d'Adam Kok par les fermiers blancs, et à des conflits territoriaux entre les Boers et les Sotho.

Sur la frontière orientale de la colonie du Cap, la préoccupation primordiale de Cathcart était d'empêcher les Xhosa de troubler la paix. Après la guerre de 1850-1853, il considéra une grande partie des Xhosa de Sandile, les Tembu et les Khoi Khoi comme des rebelles, et, en conséquence, confisqua leurs terres à l'ouest de la Keiskamma, dans les vallées du White Kei et du Kat, sur les contreforts du Mathole et autour des postes militaires britanniques. Les terres confisquées furent vendues aux fermiers blancs ou données aux « loyalistes » mfengu. Il espérait, ce faisant, neutraliser suffisamment la région pour qu'elle constitue un tampon entre l'Est, à prédominance noire, et la colonie blanche du Cap, à l'ouest. Cathcart modifia aussi les aspects politiques de l'action de Smith. Alors que celui-ci avait fortement réduit les pouvoirs des chefs xhosa, Cathcart les laissa exercer une juridiction illimitée dans les « réserves » surpeuplées, et réduisit le rôle des magistrats britanniques à celui de « simples diplomates sans pouvoir »⁷.

En 1854, lorsque Cathcart quitta l'Afrique du Sud, les Britanniques s'étaient retirés de l'intérieur, laissant les Boers et les Africains face à face. Même la Cafferie britannique, qu'ils décidèrent de conserver, n'était pas considérée par eux comme une colonie « normale » à développer dans l'intérêt de ses habitants et dans celui de la Grande-Bretagne, mais plutôt comme un élément du système de défense de la colonie du Cap, où seuls paraissaient dignes d'attention les moyens indispensables pour répondre aux impératifs logistiques. La Grande-Bretagne n'était tout simplement pas d'humeur à faire plus qu'il ne le fallait pour rester en possession de sa base navale du Cap. Cet objectif semblait pouvoir être atteint en conservant la colonie du Cap et le Natal, de manière à interdire aux Boers, faibles et désunis, toute voie d'accès indépendante à la mer. Le coût des deux colonies blanches, pour

6. P. Sanders, 1975, p. 200-201.

7. E. A. Walker, 1957, p. 286.

la mère patrie, devait être maintenu à un niveau aussi faible que possible, en leur accordant un certain degré d'autonomie, afin qu'elles acceptent de prendre à leur charge la plus grande partie des dépenses nécessaires pour assurer leur administration et leur défense. Une constitution garantissant à la colonie du Cap des institutions parlementaires fut donc promulguée en 1853. Quant au Natal, qui avait été initialement annexé en 1845 en tant que district de la colonie du Cap, il fut dissocié de celle-ci et doté de son propre conseil législatif en 1856.

La colonie du Cap et le Natal avant 1870

La nécessité de faire des économies n'était certes pas la seule raison qui poussa le gouvernement britannique à accorder, en 1853, des institutions représentatives à la colonie du Cap⁸. La constitution du Cap fut promulguée au moment où les Britanniques abandonnaient le système mercantiliste et adoptaient le libre-échange. En Grande-Bretagne, les écoles de Manchester et de Wakefield, qui jouaient un rôle de premier plan dans les discussions relatives à la politique coloniale, préconisaient toutes deux, pour des motifs opposés, qu'un statut d'autonomie fût accordé aux colonies. Et lord Grey, le Secrétaire aux colonies qui, en 1846, engagea le processus tendant à conférer l'autonomie à la colonie du Cap, était en fait un libre-échangiste. De plus, les colons eux-mêmes jouèrent un rôle actif à cet égard : pendant des années, ils adressèrent au gouvernement britannique pétition sur pétition pour réclamer des institutions représentatives ; la création, en 1834, d'un Conseil législatif composé du gouverneur, de fonctionnaires et de notabilités civiles désignées ne suffit pas à les apaiser. Divers facteurs — les pressions des colons, la doctrine du libre-échange, la nécessité de faire des économies — se conjuguèrent donc pour forcer les Britanniques à accorder à la colonie du Cap un certain degré d'autonomie.

La constitution de 1853 était conçue de manière à protéger les intérêts de la minorité des riches marchands anglais, tout en permettant une participation politique limitée de la majorité — Boers, Métis et Africains, dont la plupart étaient pauvres — en liant le droit de vote et l'éligibilité aux deux chambres du Parlement à la fortune. Seuls les riches pouvaient être élus à la Chambre haute car, pour être éligible, il fallait être sujet britannique, être électeur, et disposer de biens non hypothéqués d'une valeur de 2 000 livres ou de biens hypothéqués d'une valeur de 4 000 livres. Le droit de vote et l'éligibilité à la Chambre basse étaient accordés à tout sujet britannique de sexe masculin possédant des biens d'une valeur de 25 livres ou percevant un traitement annuel de 50 livres. Cette disposition permettait à un petit nombre de Boers et de Métis de voter. Mais, en faisant de l'anglais la langue officielle

8. S. Trapido, 1964 ; E. A. Walker, 1957, p.233-245 ; T. R. H. Davenport, 1969, p.321-324 ; C. F. J. Muller (dir. publ.), 1974, p.183-184.

du Parlement, la Constitution éliminait environ 70% des Boers ruraux qui, jusque dans les années 1870, parlaient à peine cette langue⁹.

Deux questions dominaient les débats du Parlement du Cap: la demande de partition de la colonie et les conflits entre l'exécutif et le législatif. Les districts orientaux, surtout anglophones, voulaient être séparés des districts occidentaux, où le hollandais était la langue principale, de peur d'être dominés. La Constitution suscitait des conflits en tentant de combiner l'autocratie et la démocratie. Au lieu de ministres responsables, elle prévoyait des départements ayant à leur tête des bureaucrates nommés par le secrétaire aux colonies et relevant du gouverneur. Celui-ci définissait des politiques sur lesquelles les deux chambres se prononçaient ensuite, après en avoir débattu. Le bon fonctionnement d'une telle constitution dépendait de la personnalité du gouverneur et de la situation économique de la colonie. Sir George Grey, dont le mandat coïncida avec une période de relative prospérité économique (1854-1862) et dont les rapports avec les parlementaires du Cap furent facilités par le tact dont il faisait preuve, ne se heurta jamais gravement aux deux chambres. Il n'en alla pas de même avec son successeur, sir Philip Wodehouse (1862-1872). Autoritaire, tranchant, totalement indifférent aux sentiments séparatistes des Orientaux, il dut faire face à des factions acharnées et à des chambres généralement hostiles qui étaient prêtes à lui opposer la seule arme dont elles disposaient: le refus de voter des impôts nouveaux. Ses problèmes furent encore aggravés par la dépression économique des années 1860, qui provoqua des déficits budgétaires considérables. Les fréquentes crises constitutionnelles du Cap ne furent que partiellement résolues par l'entrée en vigueur, en 1872, d'un système de gouvernement responsable. Même alors, les prérogatives et les fonctions du gouverneur continuèrent à causer des conflits entre celui-ci et le cabinet.

C'est à l'époque de sir George Grey et de son successeur que les Xhosa de la Cafrerie (région du Ciskei) achevèrent de perdre leur indépendance. Sir Grey, en particulier, exerça d'énormes pressions sur les Xhosa du Ciskei avec sa politique prétendument civilisatrice. Il créa ce qu'on a appelé «un échiquier de Blancs et de Noirs» en implantant des colons blancs parmi les Xhosa. Il réduisit les pouvoirs des chefs xhosa en ne leur laissant que les affaires civiles et en confiant tout le reste aux magistrats blancs. Des traitements leur furent attribués pour qu'ils puissent renoncer aux amendes, qui furent désormais recouvrées par les fonctionnaires britanniques. Un impôt sur les cases fut créé pour contribuer au financement de l'administration de la colonie. La population fut contrainte à travailler sur les chantiers publics contre une rémunération modique. Les corvées, les exigences financières, la pression démographique causée par l'installation d'un grand nombre de colons blancs amenèrent les Xhosa, qui n'avaient plus aucun autre recours, à tenter de se libérer en suivant les prescriptions d'une doctrine millénariste. Bien que le poids de l'impérialisme ait porté

9. F. A. Van Jaarsveld, 1975, p. 154-157.

d'abord sur les Xhosa de Sandile et leurs voisins Tembu, les Xhosa de Sarili, à l'est du Kei (dans l'actuel Transkei), se trouvèrent exposés à une énorme pression démographique provoquée par l'afflux continu de réfugiés qui essayaient volontairement de fuir l'exploitation et l'oppression directes des Britanniques, ou qui étaient chassés de l'ouest sous prétexte de rébellion.

C'est en 1856-1857 que Xhosa et Tembu menèrent leur action. En mars 1856, une jeune fille nommée Nongqause, qui était apparemment sous la tutelle religieuse de Mhlakaza, l'un des conseillers de Sarili, prophétisa que, si le peuple tuait tout le bétail, détruisait les réserves de grain et ne plantait aucune culture cette année-là, une tornade surviendrait, qui balayerait les oppresseurs anglais et les jetterait à la mer. En outre, les héros nationaux ressusciteraient et apporteraient d'immenses troupeaux, d'énormes quantités de grain, et même des produits fabriqués par l'homme blanc. Les Xhosa et les Tembu obtempérèrent. Au jour dit, rien ne se produisit. Beaucoup de gens moururent de faim, en 1857, sur les deux rives du Kei. Un grand nombre de Xhosa du Ciskei affluèrent dans la colonie du Cap à la recherche d'un emploi au milieu des Blancs puisqu'ils n'avaient aucun autre moyen de survie. Cet épisode est difficile à comprendre. On a cherché, en vain, à l'expliquer par des facteurs occultes. E. A. Walker était convaincu que Moshoeshoe, qui voulait détourner les Britanniques de l'État libre d'Orange où il était aux prises avec les Boers, suggéra aux Xhosa cette action suicidaire pour que le désespoir les dresse contre les Britanniques¹⁰. Certains pensent qu'il s'agit d'un complot ourdi par un Blanc pour que les Xhosa s'autodétruisent. On ne dispose d'aucun élément de preuve venant étayer l'une ou l'autre de ces thèses. Monica Wilson est peut-être dans le vrai lorsqu'elle interprète le massacre de leur propre bétail par les Xhosa comme un mouvement millénariste analogue à ceux qui ont jalonné l'histoire de l'Europe, de l'Amérique et d'autres régions de l'Afrique. Ce fut, nous dit-elle, une action par laquelle le peuple cherchait à se débarrasser d'une domination étrangère et à recouvrer les terres qu'avaient accaparées les colons blancs¹¹.

Grey sut tirer profit de ces événements, et de l'affaiblissement des Xhosa et des Tembu qu'ils provoquèrent. Il confisqua de vastes étendues de terres à un grand nombre des chefs de Sandile, qu'il soupçonnait de fomenter un soulèvement contre les Britanniques. Les chefs dépossédés et les sujets de Sarili furent alors expulsés sur l'autre rive de la Mbashe, de manière à laisser une zone vide, parcourue par la police britannique, entre le Kei et le Mbashe. Il incita également des immigrants blancs à venir s'installer sur les terres confisquées. La population noire et blanche fut administrée comme un district séparé ayant son propre lieutenant-gouverneur. En 1865, Wodehouse jugea que le Ciskei était trop pauvre et trop coûteux à administrer pour constituer une colonie distincte et l'intégra dans la colonie du Cap.

10. E. A. Walker, 1957, p. 289.

11. M. Wilson, 1969*b*, p. 256-260. Voir aussi C. Brownlee, 1896, p. 135-170.

Les Blancs du Natal firent également, avant 1870, des progrès sur le plan constitutionnel. Quelques années après son annexion, de nombreux Boers traversèrent le Drakensberg pour revenir sur le plateau, protestant ainsi contre la non-reconnaissance par les Britanniques de leurs revendications territoriales, contre la politique africaine de la Grande-Bretagne et contre les nouvelles dispositions politiques qui les excluaient complètement de toute participation. Au même moment, le Natal comptait aussi une importante population africaine composée, pour une bonne part, d'exilés revenus au pays d'où ils avaient été chassés pendant le Mfecane.

La fragile administration coloniale du Natal dut d'abord répondre à la question de savoir comment gouverner les Africains. Les solutions furent apportées par la commission de 1846 et perfectionnées au fil des ans par Theophilus Shepstone, agent diplomatique et secrétaire pour les affaires africaines (1853-1875). La commission recommanda de créer des réserves ou des zones où pourraient s'établir les Africains. En 1860, des terres atteignant au total 810 000 hectares avaient été délimitées à cet effet, mais elles étaient situées, pour la plupart, dans des régions accidentées, arides et sauvages qui ne convenaient pas à l'agriculture. La commission fit d'autres recommandations, concernant en particulier l'éducation des Africains, l'administration de chacun des territoires qui leur étaient réservés par un fonctionnaire blanc appuyé par une force de police blanche et noire, et la substitution du droit romain hollandais au droit africain. Certaines de ces recommandations ne furent jamais appliquées, faute de crédits. De ce fait, l'éducation des Africains continua d'être largement, sinon exclusivement, du ressort des missionnaires qui disposaient de moyens financiers et matériels insuffisants. Quant à l'administration, elle fut assurée par Shepstone.

Parlant couramment les langues nguni et ayant vécu parmi les Xhosa, Shepstone put établir certaines relations fonctionnelles avec les communautés africaines. Tous les Africains vivant dans les réserves étaient placés sous la responsabilité de chefs principaux et ordinaires, quitte à créer cette seconde catégorie de chefs là où elle n'existait pas. Les lois africaines furent maintenues, à l'exception de celles relatives à la sorcellerie. Pour financer son administration, Shepstone institua un impôt sur les cases payable en argent ou en bétail pouvant être vendu aux fermiers blancs pour de l'argent. Cette administration fut constamment en butte à l'hostilité des colons blancs qui lui reprochaient d'assurer l'autonomie financière des Africains, leur évitant ainsi de devenir ouvriers agricoles dans les fermes et les plantations. Mais ce n'est pas parce qu'il les aimait que Shepstone enferma les Africains dans des réserves. Il comprit, simplement, qu'en tentant de les réduire de force au destin d'ouvriers agricoles il susciterait une résistance que l'administration coloniale relativement faible du Natal ne pourrait affronter. Les colons qui le critiquaient oubliaient, semble-t-il, la contribution des Africains aux revenus des grands propriétaires terriens qui vivaient des loyers versés par plus de la moitié des Noirs fixés comme « tenanciers » dans les exploitations des Blancs ; ils oubliaient aussi les revenus que l'impôt sur les cases procurait à la colonie. En fait, Shepstone avait

mis sur pied une administration peu coûteuse qui permettait à la société coloniale blanche d'exploiter les Africains et leurs ressources naturelles dans un climat de paix et de sécurité relatives¹².

La société blanche était principalement d'origine britannique. Après le vide laissé par l'émigration des Boers, la population blanche s'était accrue régulièrement du fait de l'arrivée de Britanniques qui fuyaient les problèmes sociaux provoqués en Grande-Bretagne par la crise économique de 1847-1851. Quelque 5 000 colons blancs, financés par des spéculateurs, quittèrent à cette époque la Grande-Bretagne pour le Natal. En 1870, les Blancs étaient au nombre de 18 000. L'accroissement du nombre des colons blancs alla de pair avec certains changements constitutionnels. En 1856, le Natal devint une colonie distincte dotée d'un Conseil législatif. Le droit de vote était attribué, sans distinction de couleur, à tout sujet britannique de sexe masculin possédant au minimum des biens-fonds d'une valeur de 50 livres, ou louant de tels biens d'une valeur de 50 livres pour un loyer annuel de 10 livres. Mais les Blancs firent en sorte que les Africains ne puissent remplir les conditions nécessaires pour voter. Une loi, promulguée en 1865, permettait aux Africains sachant lire et écrire et possédant quelques biens de demander au lieutenant-gouverneur à être exemptés des dispositions du droit coutumier africain. Le lieutenant-gouverneur pouvait rejeter la demande, même si l'Africain remplissait les conditions voulues. De plus, pour avoir le droit de voter, l'Africain exempté devait prouver qu'il résidait depuis sept ans au Natal, et présenter une demande appuyée par trois électeurs blancs et avalisée par un magistrat ou un autre fonctionnaire blanc jugé acceptable. Le lieutenant-gouverneur, là encore, avait toute latitude pour rejeter la demande. Il en résulta que, jusqu'en 1903-1905, trois Africains seulement purent obtenir le droit de vote au Natal et au Zululand¹³.

Au point de vue économique, le Natal devint tributaire de l'industrie sucrière, qui exigeait une main-d'œuvre abondante. Les efforts déployés pour obliger les Africains à fournir cette force de travail restèrent vains, à cause des conditions de travail médiocres et des bas salaires qu'offraient les planteurs. Ceux-ci, avec l'aide de leur gouvernement, eurent recours à l'importation de main-d'œuvre indienne. Le système était le suivant : après avoir travaillé dix ans au Natal, le travailleur indien pouvait choisir entre le retour en Inde, voyage payé, ou l'installation définitive au Natal sur une terre qui lui était attribuée. Les premiers Indiens que l'on fit venir ainsi arrivèrent en 1860. Vers 1870, ils étaient 6 000 au Natal, dont beaucoup choisirent de rester en Afrique du Sud. Grâce à cette main-d'œuvre, l'industrie sucrière du Natal s'implanta solidement et se développa jusqu'à fournir, entre 1861 et 1871, le produit d'exportation le plus important de la colonie.

Il apparaît donc nettement qu'au début des années 1870 le pouvoir, tant au Natal que dans la colonie du Cap, se concentrait peu à peu entre les mains

12. E. H. Brookes, 1974, p. 41-57; J. Guy, 1980, p. 41-44.

13. E. H. Brookes, 1974, p. 55-57; E. H. Brookes et C. de B. Webb, 1965, p. 75-77.

des colons blancs grâce à un système de dispositions constitutionnelles. Dans la colonie du Cap, où vivait une majorité de Blancs non anglophones, la Constitution dut aller au-delà des seuls critères de ressources financières pour que le pouvoir demeure entre les mains anglaises. Quant aux Africains, tant au Natal qu'au Cap, ils furent massés dans des réserves où ils étaient soumis à l'impôt, afin de les obliger à s'engager comme travailleurs dans les entreprises blanches et à assurer le financement de leur propre administration. Au-delà même des contraintes financières, les colonisateurs cherchèrent systématiquement à prolétarianiser les Africains, recourant pour cela à divers moyens : éducation à orientation technique ; rupture de leur cohésion sociale en dépouillant les chefs de leurs pouvoirs ; application de lois européennes ; limitation des terres mises à leur disposition, et, surtout, activités des missionnaires chrétiens.

Les républiques boers avant 1870

Tandis qu'entre 1850 et 1860 les deux colonies britanniques progressaient constitutionnellement et établissaient, avec l'aide de la puissance impériale britannique, des mécanismes propres à garantir la suprématie politique blanche, à priver les Noirs de leurs ressources économiques et à les exploiter, les Boers s'efforcèrent aussi de parvenir à l'unité interne et de soumettre les communautés africaines de l'intérieur. Au moment où les Britanniques se retirèrent de la rive nord de l'Orange, les Boers étaient divisés en de nombreux groupes. La principale de ces divisions suivait le cours du Vaal, et c'est pourquoi deux républiques boers finirent par voir le jour : l'État libre d'Orange dans le Sud et le Transvaal (République sud-africaine) dans le Nord.

En 1854, lorsque fut signée la Convention de Bloemfontein, il se peut qu'un grand nombre d'habitants de l'État libre d'Orange aient voulu l'indépendance ; mais un très petit nombre d'entre eux y étaient préparés. Outre la pauvreté, l'ignorance, la faiblesse militaire et le manque d'infrastructure administrative, l'État libre redoutait son puissant voisin, le royaume sotho de Moshoeshoe, avec lequel il n'avait pas de frontière définie. De plus, il resta fondamentalement divisé, pendant de nombreuses années, entre les partisans de la fusion avec la colonie du Cap, dans le Sud, et ceux qui voulaient s'intégrer à la république sœur, dans le Nord. Il s'exposa ainsi à de fréquentes ingérences de ses deux voisins.

C'étaient principalement les Trekboers et les Voortrekkers qui s'affrontaient à ce propos. Les premiers étaient les Boers qui avaient traversé l'Orange à la recherche de terres, avant le Grand Trek. Ils s'étaient pour la plupart fixés dans le sud du territoire qui allait devenir l'État libre d'Orange. Chaque fois qu'ils se trouvaient entraînés dans des guerres contre leurs voisins africains, ils avaient tendance à se tourner vers le sud pour obtenir de l'aide. Ils furent renforcés par les Britanniques — marchands et spéculateurs fonciers — qui s'établirent à Bloemfontein au cours de la brève période d'annexion. On les

appelait « loyalistes » ou « réannexionnistes ». Les Boers qui vivaient dans le nord-est de la république, principalement dans le district de Winburg et à sa périphérie, étaient très différents de ce groupe. C'étaient les produits du Grand Trek, des hommes et des femmes qui avaient quitté la colonie du Cap parce qu'ils en voulaient au gouvernement britannique. Ces Voortrekkers, « fidèles *maatschappijers* » ou encore patriotes républicains, selon les noms divers qui leur étaient donnés, furent toujours partisans de l'indépendance complète à l'égard des Britanniques. Lorsqu'ils se trouvaient en difficulté, c'est au Transvaal qu'ils demandaient de l'aide¹⁴. Cette coupure contribue à expliquer que sir George Grey, le gouverneur et haut-commissaire fédéraliste, ait facilement incité l'État libre d'Orange, en 1858, à jouer avec l'idée de fusionner avec la colonie du Cap; que les habitants de l'État libre aient élu comme président celui du Transvaal, Marthinus Wessel Pretorius (1860-1863); et que cet État soit resté neutre pendant la guerre anglo-boer de 1880-1881. En dépit de toutes ces faiblesses, l'État libre d'Orange réussit à présenter certaines apparences d'un État bien avant le Transvaal. Le comité même qui avait négocié l'indépendance avec les Britanniques prit les dispositions nécessaires pour la formation du premier gouvernement et produisit une constitution inspirée de celle des États-Unis. Le régime avait un président, détenteur du pouvoir exécutif et un *Volksraad* (corps législatif). Les Boers ne cherchèrent pas à déguiser leur racisme en faisant dépendre le droit de vote de critères matériels difficiles à satisfaire, comme le pratiquaient les Britanniques dans leurs colonies: les Noirs n'étaient pas citoyens et ne pouvaient donc pas voter. Seuls les Blancs qui vivaient depuis six mois dans le pays devenaient citoyens, et tout Blanc qui s'était inscrit pour le service militaire pouvait voter¹⁵.

Le premier président, Josias P. Hoffmann, ne resta pas longtemps au pouvoir, parce qu'on le jugea en trop bons termes avec Moshoeshoe et les colons anglais. Il dut démissionner. Johannes Nicolaas Boshof, qui avait une grande expérience de l'administration et était partisan de l'indépendance totale de la république, fut élu pour lui succéder. Il créa un solide corps de fonctionnaires et organisa les finances publiques sur des bases fermes¹⁶. Sa présidence n'en fut pas moins une période d'instabilité, du fait des contestations de frontières avec le Lesotho et des tensions entre les *maatschappijers* et les loyalistes, qui entraînèrent l'intervention de sir George Grey et de Pretorius. En octobre 1855, sir George Grey réussit à organiser une rencontre entre Moshoeshoe et Boshof pour qu'ils signent un accord énonçant les procédures de règlement des différends entre leurs peuples. Aucune frontière ne fut fixée, et Moshoeshoe déclara plus tard qu'il n'avait signé le traité que par respect pour sir George Grey¹⁷. Aussi ne fit-il rien pour empêcher ses sujets de se quereller avec les Boers. Toujours aux prises avec des problèmes de frontières, Boshof dut affronter Pretorius,

14. F. A. Van Jaarsveld, 1961, p. 29.

15. L. Thompson, 1969b, p. 429-430; C. F. J. Muller, 1975, p. 233-235.

16. C. F. J. Muller, 1975, p. 255.

17. G. M. Theal, 1900, p. 16-18.

qui voulait unir les deux républiques boers. Persuadé à tort que la majorité des habitants de l'État libre souhaitaient la fusion avec leurs frères du Nord et prétendant avoir hérité de son père, Andries Pretorius, la qualité de dirigeant de l'État libre, il entra à Bloemfontein le 22 février 1857; le jour suivant, il annonça qu'il avait l'intention de prendre la direction de l'État et déclara le gouvernement Boshof hors la loi. Rejetant ses prétentions, le gouvernement Boshof le fit expulser et accusa ses partisans de sédition. Cet incident provoqua, des deux côtés du Vaal, la mobilisation de groupes armés qui, le 25 mai, arrivèrent chacun sur une des berges de la rivière Rhenoster. Pretorius avait escompté que de nombreux *maatschappijers* abandonneraient Boshof et se rallieraient à son armée. Il fut surpris de voir que les défections en sa faveur étaient peu nombreuses, et qu'il se retrouvait en outre menacé sur ses arrières par un nouvel ennemi, plus dangereux, Stephanus Schöeman, le commandant du Zoutpansberg, qui, de même que lui, cherchait à s'affirmer comme le principal dirigeant du Transvaal et qui avait conclu alliance avec l'État libre. Craignant d'être complètement anéanti, Pretorius accepta, le 1^{er} juin 1857, de signer un accord aux termes duquel les deux républiques reconnaissaient mutuellement leur autonomie¹⁸. Cet épisode, toutefois, ne révélait que trop clairement que les Boers étaient profondément divisés.

L'accord ne supprima pas les tensions existant entre les trois factions qui s'étaient constituées dans l'État libre d'Orange, à savoir les loyalistes, qui étaient favorables à la réunification avec la colonie du Cap, les partisans de Boshof, favorables à l'indépendance de l'État libre d'Orange, et les unionistes, qui voulaient l'incorporation au Transvaal. Les tensions s'exacerbèrent tellement que Boshof fut, par tactique, obligé de démissionner en février 1858 et que, lorsqu'il retira sa démission, plusieurs membres du *Volksraad* quittèrent les lieux en signe de protestation. À ces conflits internes s'ajoutaient des querelles de frontières de plus en plus fréquentes avec le Lesotho. Boshof décida d'y mettre fin en envahissant le Lesotho en mars 1858. En convergeant vers Thaba Bosiu, la forteresse de Moshoeshoe, les commandos boers découvrirent leurs arrières, qui furent attaqués par l'armée du Lesotho. Abandonnant la lutte, ils rentrèrent chez eux pour défendre leurs familles et leurs biens. Avant même que cette invasion du Lesotho, entreprise sans grande conviction, ne mette en évidence la faiblesse militaire de l'État libre d'Orange, Boshof en avait pris conscience et avait demandé l'aide militaire de Pretorius et de sir George Grey¹⁹. En réponse, Grey organisa une rencontre entre Moshoeshoe et Boshof; le 29 septembre 1858, ils signèrent le traité d'Aliwal North, qui confirmait les frontières de Warden²⁰.

Pretorius, en revanche, y vit une occasion de tenter une nouvelle fois d'unifier les deux républiques boers. Le Transvaal indiqua clairement qu'il ne pourrait aider l'État libre d'Orange que si celui-ci se laissait absorber. La perspective de l'unification des deux républiques alarma Grey, qui songeait

18. *Ibid.*, p. 40-45.

19. *Ibid.*, p. 50-60; P. Sanders, 1975, p. 203-236; L. Thompson, 1969*b*, p. 432.

20. P. Sanders, 1975, p. 233-241.

déjà à une fédération regroupant les républiques, à titre individuel, avec les colonies britanniques. Dès 1857, Grey était parvenu à la conclusion que la Grande-Bretagne avait commis une erreur en se retirant de l'intérieur de l'Afrique du Sud. Il commença donc à demander l'abrogation des conventions et le rétablissement de l'autorité britannique au sein d'une forme de fédération. Il redoutait que, fragmentés comme ils l'étaient, les Blancs ne soient affaiblis face aux États africains que l'on trouvait un peu partout dans la région. Il craignait que les républiques boers ne s'unissent et n'entrent en relation avec des puissances étrangères, menaçant de la sorte les colonies britanniques et des bases navales vitales pour la Grande-Bretagne. Il pensait en outre que les nombreux conflits qui opposaient les Boers à des États africains constituaient un danger potentiel pour les colonies britanniques, qui ne parviendraient peut-être pas à rester à l'écart. Grey s'empressa donc d'étouffer dans l'œuf les velléités d'unification des Boers en les informant que s'ils s'unissaient, la Grande-Bretagne se considérerait comme libérée de ses obligations au titre des conventions, qu'elle négocierait donc des alliances avec les États africains et irait même jusqu'à leur vendre des armes. Les habitants du Transvaal, pour sauvegarder l'indépendance de leur pays, renoncèrent à franchir le Vaal, laissant Grey encourager l'État libre à prendre des mesures en vue de s'unir avec la colonie du Cap. Mais, en juin 1859, lorsqu'il essaya d'inciter le Parlement du Cap à discuter de l'offre d'union faite par l'État libre, le gouvernement britannique l'écarta d'Afrique du Sud.

L'échec du projet de fédération discrédita Boshof et ses partisans, qui avaient soutenu avec enthousiasme les tentatives de réunification. Le président démissionna. Cela renforça les unionistes qui élirent Pretorius à la présidence. Mais le désir d'unité de l'État libre d'Orange n'avait pas d'équivalent au Transvaal, où dominait la peur d'une dénonciation de la Convention de Sand River et d'une réannexion par les Britanniques. Le *Volksraad* du Transvaal força Pretorius à renoncer à la présidence de cette république, mais il continua encore trois ans à travailler à la cause de l'unité par l'intermédiaire de ses partisans au Transvaal. En 1863, ayant échoué même dans l'État libre d'Orange, il se retira sur le territoire de sa république.

L'échec des tentatives d'unification avec le Cap ou le Transvaal incita la population de l'État libre à prendre en charge elle-même son destin national. Johannes Henricus Brand, juriste et parlementaire expérimenté du Cap, fut élu président. Il allait le rester vingt-cinq ans. Mais, avant d'aborder les relations de l'État libre avec ses voisins sous la présidence de Brand, il convient d'examiner la façon dont le Transvaal se transforma en État.

Il lui fallut plus longtemps qu'à l'État libre d'Orange pour parvenir à ce stade. Au nord du Vaal, les Boers étaient très dispersés. Ils étaient divisés, en outre, par des divergences religieuses. M. W. Pretorius, qui succéda à son père en 1853 et, comme nous l'avons vu, ne cessa de combattre pour l'unification des deux républiques situées de part et d'autre du Vaal, fut aussi le grand champion de l'unification du Transvaal. Il lutta contre divers groupes séparatistes, notamment les Zoutpansbergers établis dans le Nord,

autour du village de Schoemansdaal; les Lydenburgers et W. F. Joubert dans l'Est; et les Boers du district d'Utrecht, le long du Buffalo. Le groupe le plus important était celui de Pretorius lui-même, dans la région de Potchefstroom-Marico-Rustenburg.

Une certaine forme d'unité fut établie en 1849, avec l'adoption des trente-trois articles de 1844 comme constitution²¹. Les articles n'étaient guère plus que des règles régissant l'administration de la justice et l'élection des membres du *Volksraad*, ainsi que des lois générales. Leur déficience la plus grave était l'absence de distinction entre les fonctions législatives et exécutives, de sorte que le *Volksraad* s'efforçait d'exercer à la fois les unes et les autres. En outre, comme il n'y avait pas de capitale, le *Volksraad* se réunissait dans différents villages où le quorum n'était jamais atteint, si bien qu'il fallait coopter sur place des personnes qui n'en étaient pas membres. Pretorius s'évertuait à faire adopter une véritable constitution prévoyant un législatif et un exécutif. Sur ce point, il se heurtait aux Lydenburgers, qui se méfiaient extrêmement de toute concentration du pouvoir exécutif entre les mains d'un seul homme, par exemple le président, de peur qu'il ne soit tenté de devenir un autocrate.

Ces divergences étaient aggravées par des querelles religieuses. Pour rompre complètement ses liens avec Le Cap, Pretorius pressa la communauté de Potchefstroom de se retirer du synode de la Nederduitse Gereformeerde Kerk du Cap (Église réformée de Hollande). Elle constitua ainsi une Église indépendante, la Nederduitse Herewormde Kerk (NHK), dont les pasteurs devaient être recrutés en Hollande. Les Lydenburgers maintinrent leurs liens avec la colonie du Cap, cependant qu'une scission de la NHK produisait une nouvelle congrégation, la Gereformeerde Kerk van Suid-Africa, qui se caractérisait par le refus de chanter des cantiques à l'église.

Malgré toutes ces différences, un projet de constitution prévoyant un président, un pouvoir législatif, un pouvoir judiciaire et une armée fut présenté en janvier 1857. Le *Volksraad*, qui était dominé par les partisans de Pretorius, élit celui-ci président et Johannes Schöeman, le dirigeant du Zoutpansberg, chef de l'armée. Schöeman rejeta la constitution et refusa les fonctions militaires qui lui étaient offertes. Il forma un commando pour s'attaquer aux partisans de Pretorius dans le district de Rustenburg. Les deux parties s'étant mises d'accord pour constituer un comité chargé d'amender la Constitution afin de tenir compte des vœux des Zoutpansbergers, la guerre fut évitée. Une fois la Constitution adoptée, en 1858, Pretorius et Schöeman devinrent respectivement président et commandant en chef; en 1860, les Lydenburgers furent persuadés de s'intégrer à la république.

Cependant, comme nous l'avons vu, Pretorius plongea la république naissante dans le chaos en acceptant la présidence de l'État libre d'Orange. Craignant de mettre en péril l'indépendance du Transvaal, le *Volksraad* demanda à Pretorius de choisir entre ses deux présidences; il renonça à celle du Transvaal. Il continua néanmoins à intervenir dans les affaires de cette

21. G. M. Theal, 1900, p. 413-417, pour la traduction anglaise des articles.

république par l'intermédiaire de Schöeman et de la population de Potchefstroom, qui était la plus déterminée à le soutenir. Ils créèrent une commission dont les pouvoirs et les fonctions faisaient concurrence au *Volksraad*. Celui-ci nomma à son tour son président et son commandant en chef, et les deux gouvernements déclarèrent l'un et l'autre qu'ils étaient celui de la république. La paix ne revint au Transvaal qu'en 1864, lorsque Pretorius démissionna de ses fonctions dans l'État libre d'Orange et fut réélu président du Transvaal. Il le gouverna jusqu'au moment où, dans les années 1870, il fut obligé de démissionner pour avoir mal défendu les revendications de la république en ce qui concernait les champs diamantifères.

Les relations entre les Boers et les Africains avant 1870

Au Transvaal comme dans l'État libre d'Orange, de nombreuses communautés africaines avaient été soit détruites et absorbées par des États éphémères nés du Mfecane, comme le royaume ndebele de Mzilikazi, soit forcées de se réfugier dans des régions du pays difficiles d'accès et faciles à défendre. À partir de là, des chefs ingénieux comme Moshoeshoe réussirent à rassembler autour d'eux de nombreux réfugiés et à constituer, dans les années 1840, une fois les Ndebele expulsés de la région par les Boers, des nations puissantes. Ces États, comme nous l'avons déjà vu dans le cas du Lesotho, étaient assez forts pour se mesurer à la fois aux envahisseurs boers et aux Britanniques.

Après l'expulsion des Ndebele, beaucoup de petites chefferies qui s'étaient soumises à Mzilikazi mais n'avaient pas été entièrement incorporées à sa nation, ainsi que d'autres qui s'étaient soustraites aux Ndebele en se mettant hors de portée de leurs fréquentes razzias, réoccupèrent les territoires où elles vivaient auparavant. Un grand nombre de ces peuples furent submergés par les Boers et incorporés à leurs États avant d'avoir pu se doter des moyens nécessaires pour leur résister. Ce sont les Africains qui subirent l'exploitation économique directe des Boers, aux termes mêmes des lois promulguées par ces derniers en matière de citoyenneté, de travail, etc. La Constitution du Transvaal, par exemple, rejetait toute notion d'égalité entre les Noirs et les Blancs. Pour exclure toute possibilité de résistance réelle des Africains, les peuples incorporés se virent interdire la possession d'armes à feu ou de chevaux, et obligés de porter sur eux, en permanence, des laissez-passer délivrés par leurs employeurs ou par des représentants des pouvoirs publics. Chaque fermier avait le droit de garder sur ses terres un certain nombre de familles africaines, qui lui fournissaient régulièrement une main-d'œuvre gratuite. « En ce qui concerne les indigènes vivant dans la zone européenne sous la protection directe des Boers, la fourniture d'un travail régulier sera considérée comme un service rendu à titre de rétribution pour la terre qui leur a été attribuée²². »

22. W. Kistner, 1952, p. 213.

Les Africains qui ne vivaient pas sur des fermes étaient subordonnés à des chefs, et les différentes chefferies étaient établies sur des sites ou dans des réserves qui leur étaient attribués. Ces sites étaient très dispersés et chacun d'eux se trouvait aussi près que possible d'une zone cultivée par les Blancs. Ces dispositions visaient à diviser les Africains de manière à prévenir tout risque de soulèvement concerté et à faire en sorte que chaque fermier blanc ait facilement accès à un réservoir de main-d'œuvre noire. Chaque chef payait un impôt en bétail et en main-d'œuvre. De fait, une des tâches importantes des *landdrosts* (magistrats) et des *fieldcornets* (commandants des postes militaires) consistait à réquisitionner des travailleurs en s'adressant aux chefs de leurs districts et à les répartir entre les fermiers blancs au titre de contrats d'un an. Les chefs devaient aussi fournir des hommes aux Boers pour leur prêter main-forte en temps de guerre.

Le Transvaal pratiquait en outre un système contesté d'apprentissage, semblable à celui en vigueur dans la colonie du Cap. Les enfants africains capturés à l'occasion de guerres étaient distribués aux fermiers, pour lesquels ils travaillaient jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans si c'étaient des garçons, et de vingt et un ans s'il s'agissait de filles. En échange de faveurs ou de sommes d'argent insignifiantes, les parents africains incorporés furent d'abord persuadés, puis contraints, d'offrir leurs enfants à des fermiers qui les élevaient comme apprentis. Il n'était pas rare que les Boers organisent des razzias contre des États africains voisins à seule fin de capturer des enfants. Bien que la vente de ces enfants entre fermiers fût interdite par les lois du Transvaal, tout ce dispositif s'apparentait à l'esclavage, et il fut dénoncé comme tel par les missionnaires et les commerçants²³.

Les Boers prétendaient être les maîtres légitimes du Transvaal et de son peuple, parce qu'ils avaient conquis cette région et qu'ils en avaient expulsé les Ndebele. Ils considéraient donc qu'ils avaient le droit d'exiger soumission et services de tous les Africains au sud du Limpopo. Ils suscitèrent ainsi une résistance opiniâtre de la part des Tswana à l'ouest, des Sotho et des Venda au nord, et des Pedi à l'est. Les Kwena de Sechele, autour de Dimawe, et les Ngwaketse du chef Gaseitsiwe, autour de Kenye, par exemple, achetèrent des fusils à des missionnaires et des marchands, et les utilisèrent pour résister aux Boers. Ils purent ainsi préserver leur indépendance, de sorte que leurs territoires servirent de voies de passage aux missionnaires et aux marchands désireux de se rendre dans le Nord, puisqu'ils n'étaient pas autorisés à passer par le Transvaal.

Dans l'Est, les Pedi résistèrent au pilonnage militaire des Boers d'Ohrigstad et de Lydenburg jusqu'en 1857, date à laquelle une frontière fut tracée entre les deux communautés, le long de la rivière Steelpoort. Ce faisant, les Pedi ne tardèrent pas à se rendre compte de l'importance et de l'efficacité des fusils, en particulier lorsqu'ils se retranchaient dans leurs forteresses des monts Lulu. Dès avant 1860, ils s'efforcèrent donc de constituer des stocks

23. L. Thompson, 1969, p. 435-437; pour le système colonial du Cap, dans ses premières années, voir A. Atmore et S. Marks, 1974, p. 116.

importants d'armes à feu, en les achetant à des marchands et en se louant, pour pouvoir les payer, comme travailleurs migrants au Natal, dans la colonie du Cap et dans le Griqualand occidental, lorsque les mines de diamants furent ouvertes²⁴.

Dans le Nord, ce furent les Venda, les Ndebele du Transvaal et les Sotho qui résistèrent à l'expansion des Boers. En 1854, par exemple, les hommes du chef sotho Makapane, à l'est des monts Watberg, tuèrent douze Blancs appartenant à un groupe de chasseurs conduit par le commandant boer Hermanus Potgieter. Ces Blancs avaient traité le chef Makapane avec arrogance, apparemment « en exigeant que des bœufs et des moutons à abattre leur soient remis gratuitement, et en forçant les Noirs à leur donner plusieurs enfants comme esclaves »²⁵. Quelles qu'aient été les raisons précises de leur mort, il est clair que Makapane ne voulait pas de Blancs sur ses terres, peut-être parce qu'il craignait qu'ils lui fassent concurrence dans la chasse à l'ivoire. L'exécution des chasseurs blancs donna le signal d'une attaque assez générale sur les établissements blancs au sud du Zoutpansberg. Toutes les communautés boers de la région, et même plus au sud, jusqu'à Potchefstroom et Rustenburg, mirent leurs familles à l'abri dans des *laagers*. Un commando boer de plus de 500 hommes fut levé dans tous les districts du Transvaal, sauf Lydenburg, et il envahit le territoire de Makapane sous le commandement conjoint de H. Potgieter et du président Pretorius. Avertis de l'approche des envahisseurs, les Sotho se réfugièrent dans une grotte des environs et se préparèrent à tirer sur l'ennemi. Ne pouvant les en déloger, les Boers bloquèrent l'entrée de la grotte avec du bois et des pierres, et montèrent la garde devant pendant vingt-cinq jours pour que personne ne puisse s'échapper. On évalue à 900 le nombre des sujets de Makapane qui furent tués en tentant de s'évader, et à plus du double le nombre de ceux qui périrent de faim et de soif dans la grotte²⁶.

Les Boers se retirèrent, convaincus que ce massacre suffirait à dissuader les Sotho et les Venda du Nord de leur résister davantage. Pourtant, un autre soulèvement se produisit en 1859, un peu plus loin au nord, autour du village boer de Schoemansdaal. L'administration boer de ce village traitait très durement les Africains de la localité, en soutenant des rebelles, en prélevant des tributs et en lançant contre des chefferies qui ne la provoquaient nullement des expéditions armées destinées à capturer des esclaves. Les Africains furent vaincus, mais l'administration boer perdit ensuite son contrôle sur les Noirs.

En 1860, les Venda du Zoutpansberg avaient appris à se servir des armes à feu pour la guerre et pour la chasse. Leur pays regorgeant d'éléphants, chasseurs et marchands blancs s'y rendaient souvent. Beaucoup de Venda se mettaient au service des chasseurs et devenaient experts dans le maniement et l'entretien des fusils. Quand les chasseurs, à la suite des éléphants, s'enfonçaient jusque dans la vallée du Limpopo, qui était infestée de mouches tsé-tsé,

24. P. Delius, 1980.

25. G. M. Theal, 1900, p. 27.

26. *Ibid.*, p. 23-31.

le cheval, qui n'avait pas de secret pour les Blancs, était abandonné pour la marche à pied. C'étaient alors les Africains qui chassaient, avec des fusils que leur prêtaient les marchands blancs. On les appelait *swart-skuts* [tireurs noirs]. Beaucoup de ces fusils ne furent pas rendus à leurs propriétaires blancs mais servirent, en fait, à chasser les colons boers de leur établissement de Schoemansdaal. L'un des dirigeants du soulèvement de 1867, le chef venda Makhado, était d'ailleurs un ancien *swart-skut*. La révolte de 1867 eut un tel succès que les Boers abandonnèrent le district du Zoutpansberg²⁷.

Pendant ce temps, les Boers de l'État libre d'Orange avaient surtout affaire aux Sotho du Sud, sur lesquels régnait Moshoeshoe, aux Rolong de Moroka et aux Griqua d'Adam Kok. Ce dernier cessa de poser un problème en 1861, année où il vendit ses droits territoriaux à l'État libre d'Orange, émigra vers le No Man's Land et fonda le Griqualand oriental. Moroka resta, lui aussi, un fidèle client de l'État libre d'Orange.

Les Sotho de Moshoeshoe demeuraient déterminés à résister à l'expansion des Boers. Bien que le roi eût signé le traité d'Aliwal North en 1858, acceptant ainsi la frontière tracée par Warden, il n'avait aucunement l'intention de l'imposer à son peuple, qui continua à la violer. À partir de 1860, toutefois, les Boers devinrent plus puissants que les Sotho. Le roi était vieux; il n'avait, en particulier, plus aucun contrôle sur ses fils, qui se disputaient déjà sa succession. L'État libre était, en revanche, de plus en plus fort. L'économie devenait d'autant plus florissante que les fermiers s'évertuaient à améliorer leur cheptel, dont les produits se vendaient facilement au Natal et dans la colonie du Cap. La population était en expansion grâce à l'apport d'immigrants venus des colonies. Depuis 1863, les citoyens de l'État libre étaient, eux aussi, assez attachés à leur indépendance, de sorte que le président Brand pouvait compter sur leur zèle patriotique pour livrer une guerre de longue haleine. Aussi, lorsque la guerre de 1865 éclata à la suite de nombreuses violations de frontières commises de part et d'autre, les Boers purent-ils soutenir une campagne impitoyable contre le Lesotho; et ce furent, au contraire, les Sotho qui donnèrent des signes de désunion. Molapo, le fils de Moshoeshoe, qui gouvernait le nord du pays, conclut un traité de paix séparée avec les Boers. Ce manque d'unité força Moshoeshoe à signer, en 1866, le traité de Thaba Bosiu, aux termes duquel il dut céder beaucoup de ses terres arables à l'État libre d'Orange. Mais Moshoeshoe ne cherchait ainsi qu'à gagner du temps, afin de réorganiser son peuple; une autre guerre éclata en 1867. Elle traîna en longueur jusqu'à ce que les Britanniques interviennent.

Dès 1861, Moshoeshoe avait demandé la protection des Britanniques. Il réitéra sa requête en 1865, par l'intermédiaire du gouverneur et haut-commissaire, sir Philip Wodehouse. Celui-ci, qui était partisan d'une expansion britannique en Afrique du Sud, vit dans l'annexion du Lesotho un pas dans la bonne direction. Pendant qu'il s'employait à persuader le gouvernement britannique d'accéder à la demande de Moshoeshoe, il prit des dispositions

27. L. Thompson, 1969b, p. 440-442; R. Wagner, 1980, p. 330-336.

pour couper les fournitures d'armes aux Boers, de manière que l'État libre d'Orange ne puisse s'emparer du Lesotho. Le 12 mars 1868, ayant été autorisé par le gouvernement britannique à prendre le Lesotho, il l'annexa en tant que colonie de la Couronne.

L'expansion britannique en Afrique du Sud, 1870-1880

L'annexion du Lesotho représentait un changement par rapport à la politique britannique de retrait des régions situées au nord de l'Orange. Ce changement devint plus apparent encore avec le refus d'accepter l'expansion territoriale du Transvaal, en 1868, et l'annexion du Griqualand occidental en 1871. L'expansion britannique coïncida avec l'époque où des ressources minérales furent découvertes en Afrique australe. En 1867, un diamant fut ramassé à Hope Town, dans la colonie du Cap, et, l'année suivante, l'exploitation de placers d'alluvions et d'éluvions commença le long du Vaal, vers son confluent avec l'Orange. Toujours en 1868, un chasseur d'éléphants nommé Henry Hartley et un géologue nommé Cari Mauch signalèrent des gisements d'or entre le pays des Ndebele et celui des Ngwato, ainsi qu'au Mashonaland. Même si les découvertes d'or se révélèrent, pour une large part, illusoires, elles suscitèrent initialement un très vif intérêt, tant en Afrique du Sud qu'en Grande-Bretagne; quant à l'exploitation du diamant, elle occupa bientôt une place de premier plan dans l'économie sud-africaine.

Le président Pretorius, dont l'État semblait affligé d'une pauvreté chronique, songea à y remédier en agrandissant son territoire de manière à englober la plupart des gisements minéraux connus et à s'assurer un débouché sur la mer. En avril 1868, il annonça que sa république s'étendait au nord et à l'ouest jusqu'au lac Ngami, et à l'est jusqu'à une parcelle de littoral au sud de la baie de Delagoa. Les Portugais, qui détenaient, près de cette baie, le petit village de Maputo, firent chorus avec les missionnaires et les marchands britanniques, lesquels craignaient de ne plus pouvoir gagner l'Afrique centrale, pour protester avec véhémence, et ils pressèrent le gouvernement de s'opposer à l'expansion boer. Dès 1869, Pretorius avait renoncé à ses ambitions territoriales.

Cependant, la découverte des diamants amenait le Transvaal, l'État libre d'Orange, le Griqualand occidental de Waterboer, les Rolong et les Tlaping à se disputer des territoires. Le Transvaal et l'État libre d'Orange revendiquaient tous deux la zone comprise entre le Harts et le Vaal; le président Brand se retira en faveur du président du Transvaal, Pretorius. Celui-ci et les États africains soumièrent leur différend à l'arbitrage du lieutenant-gouverneur du Natal, Robert Keate, qui donna raison aux Africains. Brand, de son côté, demandait un arbitrage de ses conflits territoriaux avec le Griqualand occidental; mais les Britanniques refusèrent, de peur que leur position de puissance prépondérante en Afrique du Sud ne fût remise en cause. Waterboer décida alors de se placer sous la protection des Britanni-

ques, qui annexèrent non seulement le Griqualand occidental, mais aussi les autres champs diamantifères, le 27 octobre 1871.

La déclaration faisant du Lesotho un protectorat qui, Brand en était convaincu, était intervenue au moment voulu pour empêcher les Boers de conquérir et d'absorber ce pays, les limites imposées à l'expansion territoriale du Transvaal et la saisie des champs diamantifères remplirent les Boers d'une telle amertume que, pendant bien des années, ils refusèrent tout concours aux Britanniques. Ces mesures raffermirent également leur volonté de résister à toute tentative des Britanniques pour établir leur hégémonie par la force. La période d'expansion britannique en Afrique australe, qui commença alors, a fait l'objet de nombreuses discussions entre historiens. Shula Marks et Antony Atmore²⁸, en particulier, ont dressé un inventaire succinct des interprétations qui en sont couramment données, puis ont avancé quelques idées neuves, qui ont à leur tour suscité de nouvelles recherches²⁹.

Les deux historiens disent que les auteurs qui se sont fondés largement sur les « archives officielles », comme Robinson, Gallagher, etc., reconnaissent en termes généraux l'importance des facteurs économiques pour expliquer l'impérialisme britannique des dernières décennies du XIX^e siècle, « mais s'obstinent à éluder toute analyse économique plus approfondie et plus précise des événements qu'ils décrivent, que ce soit en Afrique du Sud ou ailleurs ». Au lieu de cela, les historiens qui se situent dans « la perspective officielle » considèrent, en fin de compte, que l'expansion britannique intervient quand les responsables politiques sont entraînés irrésistiblement à l'intérieur de l'Afrique (y compris l'Afrique du Sud) pour faire face à « des crises ou à des situations d'urgence » sur la « frontière » ou à la « périphérie » de leurs colonies ou de leur zone d'influence. Ils oublient, font observer Atmore et Marks, de procéder à une analyse exhaustive de ces crises qui, en définitive, ont joué un rôle si décisif dans la formation de l'Empire britannique. En fait, lorsqu'on étudie ces crises, on s'aperçoit qu'elles étaient en réalité « liées à l'écroulement des autorités indigènes sous le poids des exigences d'une Grande-Bretagne de plus en plus industrialisée ». Au début du XIX^e siècle, ces pressions s'exercèrent principalement sur le front oriental de l'Afrique du Sud, où les agents officiels de la Grande-Bretagne industrielle — missionnaires, marchands et administrateurs — se montraient actifs. Mais à la fin du siècle, lorsque les ressources minérales de l'intérieur furent découvertes, les appétits de la Grande-Bretagne industrielle se tournèrent rapidement vers cette région, et aussi bien les États africains que les républiques boers durent les subir. Ainsi, même si l'importance stratégique du Cap sur la route maritime de l'Inde restait, à la fin du XIX^e siècle, un des facteurs qui influaient sur la

28. A. Atmore et S. Marks, 1974; voir aussi C. de B. Webb, 1981, où une distinction est faite entre les interprétations « radicales » de Marks et Atmore et celles des « conservateurs » et des « libéraux ».

29. Voir, par exemple, les contributions rassemblées et l'introduction très éclairante dans S. Marks et A. Atmore (dir. publ.), 1980.

politique impériale de la Grande-Bretagne en Afrique du Sud, ce sont ses intérêts économiques croissants qui pesèrent le plus lourd.

Les entreprises britanniques devaient désormais disposer d'une abondante main-d'œuvre africaine qu'il était impossible d'obtenir dans des pays indépendants et économiquement autonomes. Leurs royaumes devaient donc être démantelés et leurs peuples prolétarisés. L'industrialisation rapide de l'Afrique du Sud passait aussi par la subordination des États blancs, parce que les colonies, comme les républiques boers, étaient incapables de « jouer efficacement le rôle de collaborateurs ». Il en résulta une situation extrêmement « complexe et confuse ». La Grande-Bretagne chercha, entre autres, à s'assurer que ses intérêts seraient bien servis en mettant sur pied, en Afrique du Sud, une confédération qui lui serait subordonnée. Les historiens qui se situent dans la « perspective officielle », dont le représentant le plus typique est en l'occurrence C. F. Goodfellow³⁰, ont expliqué la genèse et les modalités de la politique de confédération — qui aboutit à l'annexion du Transvaal, ce qui entraîna la chute du royaume zulu et la destruction de l'État pedi — par la personnalité du secrétaire britannique aux colonies, lord Carnarvon, et du gouverneur et haut-commissaire, sir Bartle Frere. Atmore et Marks font valoir que si cette analyse peut effectivement être juste, les possibilités offertes par la politique de confédération correspondaient particulièrement bien aux intérêts et aux exigences socio-économiques de la Grande-Bretagne en Afrique du Sud.

Il est possible, par conséquent, que le Transvaal ait été annexé pour libérer la main-d'œuvre africaine bloquée par les *pass laws* (lois sur les laissez-passer) de 1873 et 1874, afin qu'elle puisse affluer librement dans les mines de diamants et sur les chantiers de construction du chemin de fer, dans la colonie du Cap. En outre, le Transvaal faisait obstruction à la libre circulation de la main-d'œuvre africaine en permettant à des spéculateurs fonciers — Britanniques et colons — de vivre du revenu des loyers qui leur étaient versés par les tenanciers africains installés dans leurs fermes. Ces tenanciers n'avaient pas la moindre intention de vendre leurs services aux propriétaires des mines ou à d'autres employeurs blancs, parce qu'ils avaient suffisamment de terres pour subvenir à leurs besoins et s'acquitter de leurs impôts en vendant les produits excédentaires. C'est pourquoi le Transvaal comme le royaume zulu, dont le système militaire immobilisait des travailleurs potentiels, étaient condamnés à disparaître.

Au demeurant, Norman Etherington³¹ apporte beaucoup d'eau au moulin de Marks et Atmore, lorsqu'il montre que, après la découverte des diamants, la main-d'œuvre africaine fut drainée de toute la sous-région, y compris des territoires qui constituent aujourd'hui le Mozambique et le Zimbabwe, et que le Transvaal, l'État libre d'Orange et le royaume zulu faisaient obstruction à son libre passage. De plus, Shepstone, qui fut la principale source d'information des hommes qui conçurent et mirent en

30. C. F. Goodfellow, 1966.

31. N. A. Etherington, 1979.

œuvre la politique britannique dans les années 1870, ne se préoccupait pas seulement de procurer de la main-d'œuvre aux capitalistes britanniques; il considérait, d'une manière plus générale, que, pour résoudre ce problème, il fallait créer une fédération des États blancs poursuivant une politique africaine commune. Il est clair, par conséquent, que certains historiens ont négligé, en parlant de l'impérialisme britannique en Afrique du Sud, l'importance économique croissante de la région pour la Grande-Bretagne; situation qui devint pourtant manifeste vers 1870, avec la découverte des diamants et les premières indications concernant des gisements d'or; et tout à fait évidente dans les années 1880, lorsqu'on commença à extraire de l'or du Witwatersrand.

Entre 1871 et 1874, cependant, la Grande-Bretagne essaya de mettre sur pied une fédération des États sud-africains et de garantir ainsi, par la persuasion, ses intérêts en Afrique du Sud. Lorsqu'elle accorda à la colonie du Cap une certaine autonomie, sous forme d'un gouvernement responsable, c'était avec l'espoir que la colonie prendrait le contrôle du réservoir de main-d'œuvre du Lesotho et des territoires riches en diamants du Griqualand occidental, qu'elle acquerrait ainsi la stature de l'État le plus puissant de la région et qu'elle attirerait à elle le reste des établissements blancs. Quelle ne fut pas la déception des Britanniques lorsque Le Cap accepta d'annexer le Lesotho mais refusa l'offre du Griqualand occidental, parce que son importante population boer sympathisait avec les républiques qui n'avaient pas renoncé à leurs revendications sur les champs diamantifères ! Au milieu de 1873, lord Kimberley, secrétaire aux colonies, reconnut que les disputes au sujet des mines de diamants faisaient obstacle à la création d'une confédération sud-africaine, et il cessa ses pressions en ce sens³².

Lord Carnarvon, qui succéda à Kimberley en février 1874, ressuscita la politique de fédération et la lança officiellement le 4 mai 1875. Elle apparaissait comme le seul antidote aux maux qui empoisonnaient l'Afrique du Sud et qui étaient tous illustrés par la situation au Griqualand occidental, où la main-d'œuvre était désespérément insuffisante, les dépenses britanniques pour la défense et l'administration élevées, le vacarme des querelles territoriales assourdissant et les fusils faciles à obtenir pour les Africains, qui les retournaient ensuite contre les Blancs pour défendre leur indépendance. Puis il y eut l'affaire non réglée du soulèvement de Langalibalele, face auquel le comportement des Blancs du Natal mit en évidence l'inquiétante faiblesse des États blancs isolés lorsqu'ils étaient confrontés à des Africains à même de se procurer aisément des fusils.

En 1873, le chef hlubi Langalibalele refusa de déclarer les armes à feu que ses sujets s'étaient procurées, le plus souvent en travaillant dans les mines de diamants. Le gouvernement du Natal interpréta ce refus comme un acte de rébellion. Shepstone et le lieutenant-gouverneur levèrent une armée pour envahir son royaume, mais le chef hlubi s'enfuit au Lesotho, où il fut trahi par Molapo, le chef sotho, et livré à ses ennemis. Au cours de l'unique

32. C. W. De Kiewiet, 1937, chap. 2; C. F. Goodfellow, 1966, chap. 3.

rencontre qui eut lieu entre les Hlubi et leurs voisins, les soldats du Natal se débandèrent et certains d'entre eux furent tués. Mais, pour finir, le gouvernement du Natal traita les Hlubi d'une manière qui témoignait d'une grande lâcheté et d'un esprit très vindicatif. Avant même que le chef Langalibalele ait été appréhendé, le gouvernement prit des mesures dont la rigueur était disproportionnée avec la faute commise. Sa chefferie fut rayée de la carte, son bétail et ses chevaux saisis, ses terres confisquées, et ses sujets distribués aux fermiers comme travailleurs liés par contrat. Finalement, le chef fut jugé sommairement et déclaré coupable; banni à vie, il fut emprisonné à Robben Island.

Pour le gouvernement britannique, qui n'était pas insensible aux arguments de l'évêque anglican John William Colenso, seul défenseur déterminé du chef hlubi, il ne faisait pas de doute que l'injustice dont les Hlubi avaient été victimes résultait de la terreur irraisonnée que les Noirs inspiraient aux Blancs. Vraies ou fausses, les rumeurs selon lesquelles Langalibalele serait entré en contact avec les Sotho, les Ndebele et les Zulu avant le soulèvement faisaient ressurgir l'épouvantail d'une révolte générale des Africains contre les Blancs divisés d'Afrique du Sud. Influencé par des conseillers tels que Shepstone, lord Carnarvon voyait dans la création d'une fédération la seule issue possible au « terrible imbroglio » sud-africain³³.

À titre de première mesure, lord Carnarvon s'assura les services de sir Garnet Wolseley, qui venait de rentrer de Kumasî après avoir vaincu les Ashanti, pour faire face aux problèmes du Natal. Wolseley reçut pour instructions de prendre le contrôle des affaires africaines au nom de la Couronne et de différer le moment où les Blancs pourraient se doter d'une fédération sud-africaine³⁴. Voulant atteindre son objectif par des moyens pacifiques, Carnarvon se fit conciliant envers les Boers, en laissant entrevoir un règlement possible des différends relatifs aux champs diamantifères. En 1875, il proposa une conférence des colonies et des républiques où seraient examinées des questions secondaires telles que la définition d'une politique africaine commune et les moyens de dissiper les malentendus territoriaux, en attendant que soit abordée la question la plus importante, celle de la création d'une confédération. Le secrétaire commit l'erreur de suggérer le nom des délégués et fit une grave faute d'appréciation en adoptant une attitude qui paraissait entériner la division de la colonie du Cap puisqu'il invita le sécessionniste John Paterson, chef de l'opposition, en tant que représentant des Orientaux, et le premier ministre John Charles Molteno comme représentant des Occidentaux. Il en résulta que la colonie du Cap et les républiques, qui ne s'étaient toujours pas consolées de la perte des champs diamantifères, refusèrent d'y participer. Seuls le Natal et le Griqualand occidental acceptèrent.

Après ce fiasco, Carnarvon convoqua une autre conférence à Londres, en août 1876. Ce fut de nouveau un échec. Le président de l'État libre

33. E. H. Brookes et C. de B. Webb, 1965, p. 113-120; N. A. Etherington, 1979, p. 246-247; 1981, p. 34-37.

34. C. F. Goodfellow, 1966, p. 62.

d'Orange, Brand, négocia un règlement de ses revendications sur les champs diamantifères et obtint 90 000 livres à titre de compensation ; mais il refusa ensuite de se laisser entraîner dans des discussions relatives au projet de fédération. Prêt à se hérissier au moindre soupçon d'interventionnisme de la part des autorités britanniques, jalousement attaché au statut de gouvernement responsable accordé aux dirigeants de la colonie, le premier ministre Molteno, qui se trouvait à Londres à ce moment-là, refusa aussi de participer à la conférence, disant qu'il n'avait pas reçu mandat de son gouvernement pour ce faire. Seuls le Griqualand et le Natal y furent représentés, de sorte que rien ne put être accompli. Ce deuxième échec « infligé au patriotisme et à l'amour-propre de Carnarvon, épuisa sa patience »³⁵. Il décida de recourir à des mesures plus énergiques pour unir l'Afrique du Sud.

Sa première cible fut le Transvaal. L'occasion d'agir lui fut fournie en septembre 1876, lorsqu'il reçut un télégramme du haut-commissaire qui décrivait, en termes exagérément noircis, les difficultés du Transvaal face aux Pedi de Sekhukhune³⁶. Le Transvaal était entré en guerre avec les Pedi, en mai 1876, pour plusieurs raisons. Depuis une quinzaine d'années, la population pedi croissait rapidement, et cet État devenait de plus en plus puissant. Un grand nombre de communautés africaines voisines, désireuses d'échapper aux demandes de main-d'œuvre et aux impôts dont les accablaient les Boers, s'étaient intégrées au royaume pedi ; d'autres avaient été forcées à le faire. Comme nous l'avons déjà indiqué, les Pedi s'employaient aussi activement à constituer des stocks d'armes à feu. La croissance de la population pedi priva les Boers d'un réservoir de main-d'œuvre dès que, tentant de s'agrandir, les Pedi pénétrèrent dans les régions contestées, où ils se heurtèrent aux Lydenburgers. La situation devint critique quand le prince pedi Johannes Dinkwanyane empêcha un Boer d'occuper un terrain et que, sur ces entrefaites, un contingent pedi força les résidents africains d'une mission berlinoise à évacuer les lieux. Burgers, le président du Transvaal, qui cherchait à emprunter des capitaux pour construire une voie ferrée jusqu'à la mer, voulut mater les turbulents Pedi pour renforcer la confiance des investisseurs dans sa république. Il ne pouvait pas non plus ignorer que les Lydenburgers réclamaient une action énergique contre leurs « pénibles » voisins pedi. C'est pourquoi il entraîna la république dans la guerre³⁷.

Avec l'aide des Swazi, Burgers lança une triple attaque contre la forteresse de Sekhukhune sur le mont Lulu. Les Lydenburgers et les Swazi opéraient à partir de l'est, et leur première cible était la place forte du prince Dinkwanyane ; la troupe de Burgers arrivait à vive allure de l'ouest ; les deux formations devaient finalement converger avec une troisième sur le bastion de Sekhukhune. Voyant que les Boers ne paraissaient guère motivés et les laissaient livrer la plupart des combats et subir de lourdes pertes, les Swazi

35. *Ibid.*, p. 110.

36. *Ibid.*, p. 114.

37. P. Bonner, 1983, p. 137-140.

abandonnèrent la lutte. Dès qu'ils furent partis, le moral des Boers ne tarda pas à tomber au plus bas, et, avant d'avoir pu lancer une attaque quelconque contre la forteresse de Sekhukhune, ils commencèrent à désertier. Leur patriotisme pâtissait du fait qu'ils nourrissaient plusieurs griefs contre Burgers; outre qu'ils l'accusaient d'être hérétique, ils critiquaient sa politique dans les domaines de l'éducation et de l'économie. De plus, les Boers des districts occidentaux étaient moins motivés que les Lydenburgers pour combattre les Pedi, parce qu'ils n'étaient pas directement concernés par leurs pressions et leur résistance, et qu'il n'y avait apparemment aucun profit personnel à escompter de la guerre³⁸.

Après que Burgers se fut retiré, les Boers de la région continuèrent à harceler Sekhukhune. Comme c'était la saison des plantations, celui-ci accepta de négocier une trêve. Philip Bonner fait remarquer, à juste titre, qu'il n'y eut ni vainqueur ni vaincu dans cette guerre où « on était parvenu à une impasse, aucun des deux camps n'ayant pu marquer un point décisif »³⁹. Ce n'est qu'en 1879 que les Britanniques et leurs alliés swazi réussirent à vaincre le royaume pedi et à faire prisonnier le roi Sekhukhune⁴⁰.

Les Britanniques, toutefois, virent dans le fiasco boer de 1876 une défaite totale qui annonçait l'effondrement imminent du Transvaal. Carnarvon nomma Shepstone commissaire spécial pour le Transvaal et, le 9 octobre 1876, lui donna mandat pour prendre la direction de la république, avec ou sans le consentement de son *Volksraad*. Divers motifs ont été avancés pour expliquer l'annexion du Transvaal. On savait que ce pays renfermait des gisements minéraux qui en faisaient, virtuellement, la région la plus riche d'Afrique du Sud. Il empêchait la libre circulation de la main-d'œuvre à partir de son territoire et des régions voisines. Il menaçait de construire une voie ferrée qui le relierait à la baie de Delagoa, si bien qu'il cesserait de dépendre des ports coloniaux britanniques et contesterait la suprématie de la Grande-Bretagne en entrant en relation avec des puissances étrangères. Carnarvon supputait en outre que, avec l'annexion du Transvaal, l'État libre d'Orange se trouverait encerclé et donc forcé d'accepter un accord. La prise du Transvaal par Shepstone, le 12 avril 1877, bien qu'effectuée maladroitement et peu faite pour gagner les bonnes grâces des Boers, fut relativement simple, parce que la république était en faillite et son président impopulaire⁴¹. Après l'annexion, Carnarvon nomma sir Bartle Frere au poste de gouverneur et haut-commissaire pour « mener à bien son plan de confédération »⁴².

La tâche de Frere était loin d'être facile. La colonie du Cap refusait de prendre la tête du mouvement de confédération, estimant que les efforts des Britanniques pour l'encourager à le faire constituaient une ingérence contraire au statut qui lui avait été accordé. L'État libre d'Orange était tout aussi peu

38. *Ibid.*, p. 143.

39. *Ibid.*, p. 144.

40. L. Thompson, 1971a, p. 282.

41. C. F. J. Muller (dir. publ.), 1974, p. 263-264.

42. C. F. Goodfellow, 1966, p. 123.

disposé à se laisser entraîner de force dans l'union. Lorsque, en 1878, Frere invita ses dirigeants à une conférence pour examiner le problème, le président Brand répondit que la situation de la république était si satisfaisante à tous les points de vue qu'elle ne pouvait envisager la perte de son indépendance. Le Transvaal aurait pu être contraint à s'unir avec les autres États, en vertu des accords d'annexion. Mais l'administration de Shepstone ne sut pas se concilier les Boers, de sorte qu'ils ne songeaient qu'à recouvrer leur indépendance. De plus, Shepstone lui-même se laissa à tel point entraîner dans les querelles de frontières entre le Transvaal et le Zululand que, en 1878, lorsqu'il fut invité à donner son avis sur la confédération, il répondit qu'il n'avait « pas eu le temps d'y songer suffisamment pour donner une opinion », et demanda qu'on le laissât « respirer un peu »⁴³. Seul le Natal était disposé à examiner le problème. Sur ces entrefaites, Carnarvon fut obligé, en janvier 1878, de donner sa démission à cause d'une affaire qui n'avait aucun rapport avec l'Afrique du Sud, alors que la fédération qu'il avait voulu créer n'était encore qu'un rêve.

Frere était exactement l'homme qu'il fallait pour servir aussi intelligemment que possible les intérêts britanniques en Afrique australe. Il voulait imposer une confédération sud-africaine fondée « sur un gouvernement autonome européen, ainsi que sur l'assujettissement et la civilisation des Africains »⁴⁴. « L'assujettissement et la civilisation des Africains » signifiaient essentiellement la transformation des sociétés africaines en réservoirs de main-d'œuvre pour les entreprises britanniques et coloniales, et en marchés pour les produits de la métropole, tandis que le « gouvernement autonome européen » garantissait la sécurité des investissements britanniques. Frere décida qu'il convenait de s'occuper d'abord de l'aspect africain de la confédération, qu'il envisageait d'étendre à la totalité du sous-continent; de sorte que les territoires des Tswana, des Xhosa, des Zulu, des Ndebele et des Shona devaient tous être annexés sous forme de protectorats ou par conquête.

Le Zululand se prêtait particulièrement bien à une première offensive, parce que ses différends frontaliers avec le Transvaal pouvaient permettre de fabriquer un *casus belli*. Le territoire contesté était tout à fait de nature à intéresser Frere et, en fait, le Ministère des colonies, parce qu'il impliquait à la fois le Natal, le Zululand et le Transvaal, sans parler de Shepstone, pour lequel il était depuis toujours l'élément essentiel de visions grandioses. Son histoire remontait aux années 1850. En 1856, Cetshwayo avait pris une option sur le trône zulu en anéantissant un rival possible — Mbulazi — et sa faction. Il gouverna ensuite avec Mpande jusqu'à la mort de ce dernier, en 1872. Mais il craignait encore un autre fils de Mpande, Mkungu, qui vivait au Natal sous la protection de l'évêque Colenso et de Shepstone. Ses craintes semblèrent se matérialiser dans les années 1860, lorsque se répandirent des rumeurs d'invasion possible du Zululand par le Natal. Ces rumeurs parvin-

43. *Ibid.*, p. 147.

44. *Ibid.*, p. 155.

rent aux oreilles de certains habitants du Transvaal qui en tirèrent parti. En 1861, des Boers du Transvaal adressèrent à Cetshwayo des messages dans lesquels ils prétendaient confirmer les rumeurs, et lui offraient de garantir sa position et son couronnement ultérieur en échange de terres dans la zone qui allait faire plus tard l'objet du litige. Cetshwayo fit des promesses qu'il ne se soucia jamais de tenir.

Shepstone, qui cherchait depuis les années 1850 à fonder un royaume noir doté d'une administration blanche capable de s'autofinancer et à l'abri de toute ingérence de la part de colons, vit une possibilité de réaliser cette ambition dans le territoire contesté. Aussitôt qu'il eut vent de l'échange de communications entre les Boers et les Zulu, il se hâta d'aller trouver Cetshwayo et, au nom du gouvernement du Natal, le confirma dans sa position d'héritier présomptif du trône zulu. Mais, à partir de ce moment, les Boers créèrent des fermes dans le territoire sujet à contestations, qu'ils nommaient district d'Utrecht. Les Zulu s'abstinrent de les expulser par la force, mais ils se tournèrent vers le gouvernement britannique pour lui demander de prendre en charge le district d'Utrecht, qui deviendrait une zone tampon entre leur pays et le Transvaal.

Pendant des années, Shepstone pressa le gouvernement britannique d'accepter la proposition des Zulu, arguant que le territoire servirait à fixer l'excédent de population noire du Natal et empêcherait le Transvaal d'atteindre la mer à travers le Zululand. L'idée de Shepstone revêtit un intérêt encore accru après 1870, lorsque le Natal, la colonie du Cap et le Griqualand occidental souffrirent d'une pénurie de main-d'œuvre. On ne tarda pas à découvrir que les voies de migration de la main-d'œuvre passaient par le Transvaal, le Zululand et le territoire litigieux. Comme les deux États entravaient la circulation sur ces routes, un royaume taillé pour Shepstone entre ces États offrirait le couloir le plus sûr. Aussi longtemps que Shepstone eut en vue son État noir, il appuya les revendications territoriales de Cetshwayo contre le Transvaal, parce qu'il avait besoin de la coopération du roi zulu. C'est précisément pour cette raison qu'il se rendit au couronnement de Cetshwayo en 1873.

En outre, Shepstone était fermement convaincu que si la Grande-Bretagne voulait placer sous son contrôle tous les États africains de l'Afrique australe, elle devait commencer par exercer un contrôle et une influence sur le royaume zulu. Mais, lorsqu'il prit le pouvoir au Transvaal, il changea de camp et se mit à appuyer les revendications territoriales des Boers pour une raison parfaitement simple: «Il n'avait plus, désormais, qu'à soutenir les revendications du Transvaal pour s'assurer son couloir, sans avoir à donner quoi que ce soit en échange⁴⁵.» Le seul danger pour son objectif, et à vrai dire pour la paix de tout le sous-continent, était le royaume zulu, qu'il fallait détruire. Frere et le Ministère des colonies, qui partageaient les vues de Shepstone à ce sujet depuis 1874, donnèrent leur assentiment.

Lorsque Shepstone s'embarqua pour le Natal en 1878, il ne cherchait pas à régler le différend territorial, mais à se servir de l'affaire pour imposer

45. N. A. Etherington, 1981, p. 41.

une guerre contre Cetshwayo. La commission créée le 26 février 1878 par sir Henry Bulwer, le lieutenant-gouverneur du Natal, avait recommandé une frontière favorable aux Zulu. Mais la façon dont Frere proposait de mettre en œuvre la recommandation était calculée pour soulever de vigoureuses objections de la part des Zulu: il prévoyait, en effet, que les fermiers boers établis du côté zulu de la frontière ne seraient pas expulsés.

La deuxième affaire dont s'empara Frere fut celle du chef Sirayo. Les fils de Sirayo poursuivirent deux épouses du chef au Natal, le 28 juillet 1878, et les ramenèrent au Zululand où elles furent jugées et exécutées. Le gouvernement du Natal protesta auprès de Cetshwayo contre le viol de la frontière par certains de ses sujets, et exigea que les fils de Sirayo soient conduits au Natal pour y être jugés. Cetshwayo envoya 50 livres en guise d'amende et présenta ses excuses pour la conduite irréfléchie et irresponsable des jeunes gens. Frere se saisit de l'affaire en décembre 1878, exigea que Cetshwayo livre 500 têtes de bétail pour avoir bravé le gouvernement du Natal et qu'il remette les fils de Sirayo. Lorsque la guerre éclata, Cetshwayo s'efforçait encore de réunir le bétail exigé.

Puis, en septembre 1878, deux Blancs du Natal s'égarèrent au Zululand et furent malmenés par des gardes-frontières zulu, sans toutefois être blessés. Frere gonfla démesurément l'incident, déclarant que c'était « une insulte et un outrage très graves qui devaient être sévèrement punis »⁴⁶. Il prétendit en outre que Cetshwayo avait terrorisé les missionnaires pour les chasser de son royaume, et qu'il devait les laisser regagner leurs missions sans être molestés. En fait, les missionnaires étaient très probablement partis sur les conseils de Shepstone, qui savait que la guerre était imminente et qui avait déjà agi ainsi en 1877⁴⁷.

Le 11 décembre 1878, l'ultimatum complet fut remis aux représentants des Zulu. Il exigeait le démantèlement de l'armée zulu, l'acceptation d'un résident britannique, la réinstallation de tous les missionnaires et le paiement d'amendes pour diverses violations alléguées des frontières du Natal et des droits de sa population⁴⁸. Ces exigences ne pouvaient tout bonnement pas être satisfaites dans les vingt à trente jours prescrits. À l'expiration du délai, le 10 janvier 1879, les forces britanniques, commandées par le général lord Chelmsford, envahirent le royaume zulu.

L'armée de Chelmsford était forte de 15 000 soldats, dont beaucoup d'Africains recrutés au Natal; les forces de Cetshwayo en comptaient sans doute 45 000. Mais les Britanniques avaient leurs armes à feu, particulièrement efficaces lorsque les tireurs s'embusquaient dans des tranchées, derrière des murs de chariots ou de sacs de sable. Les Zulu, en revanche, n'avaient que des lances, des boucliers et un nombre limité de fusils dont ils n'avaient pas encore complètement intégré l'emploi dans leurs techniques et leur entraînement militaires. Les boucliers étaient sans effet contre les balles. Les lances, elles, faisaient des ravages dans les corps à corps, mais

46. E. H. Brookes et C. de B. Webb, 1965, p. 133.

47. N. A. Etherington, 1981, p. 42.

48. E. H. Brookes et C. de B. Webb, 1965, p. 134.

l'armée britannique ne laissait pas les Zulu en profiter et tirait sur eux de loin. Le résultat fut que, dans presque toutes les batailles, les Zulu subirent des pertes énormes en tâchant de se rapprocher de leurs ennemis. Ce n'est qu'à Isandhlwana, le 22 janvier 1879, que les Zulu s'attaquèrent à une colonne britannique en terrain découvert et la battirent à plate couture. Les combats prirent fin le 7 juillet 1879 par la victoire de Chelmsford sur les Zulu à Ulundi. Cetshwayo fut traqué, capturé en août, et déporté au Cap pour y être emprisonné.

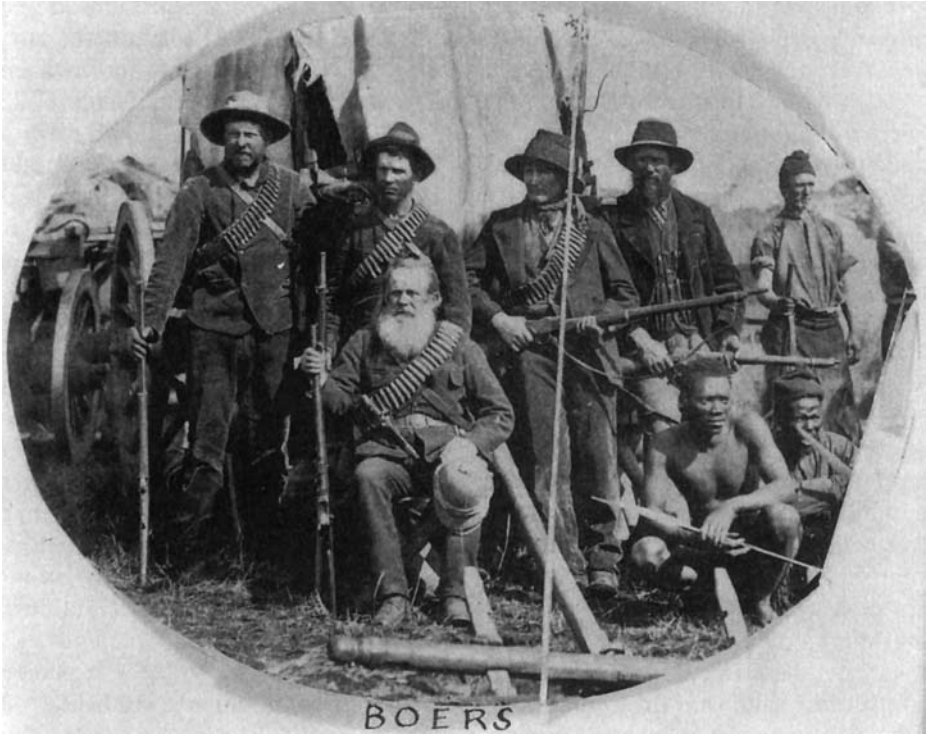
Comme le soutient Jeff Guy, ce n'est pas la bataille d'Ulundi qui entraîna la destruction du royaume zulu, mais les dispositions prises sur le plan politique par sir Garnet Wolseley, qui fut nommé haut-commissaire pour l'Afrique du Sud-Est avec autorité suprême, tant civile que militaire, sur le Natal, le Transvaal et le Zululand, et succéda à lord Chelmsford le 4 juillet 1879. Il n'annexa pas le Zululand, mais le morcela en treize chefferies indépendantes. Certains des nouveaux chefs ne purent pratiquement pas exercer leur pouvoir en raison de la résistance que leur opposaient de nombreuses personnes qui, avant la guerre, occupaient des positions de premier plan et se trouvèrent écartées lors de la redistribution des fonctions politiques. Les nouveaux chefs recoururent à la violence. Les pertes en vies humaines furent considérables et les troubles se généralisèrent. La guerre civile qui éclata dura plusieurs années⁴⁹.

Cependant, aucun des objectifs qu'on espérait atteindre grâce à la guerre contre les Zulu ne fut réalisé. Elle devait, principalement, contribuer à débayer le terrain en vue de l'incorporation des États africains dans une fédération, mais elle aboutit au résultat inverse. Frere, qui était sur place l'instigateur et l'âme de toute l'entreprise, fut, nous l'avons vu, remplacé par Wolseley, qui avait mission de faire la paix, même au détriment du projet de fédération. En outre, la guerre zulu fut suivie par la guerre anglo-boer de 1880-1881 et par celle entre Le Cap et le Lesotho, qui sonnèrent le glas de ce projet.

Les Boers du Transvaal n'acceptaient pas la perte de leur indépendance et, pendant trois ans, ils tentèrent, par tous les moyens pacifiques dont ils disposaient, de persuader les Britanniques de se retirer. Chaque échec renforçait leur volonté de reprendre le pouvoir aux Britanniques. En 1877, ils envoyèrent une délégation à Londres pour protester contre l'annexion. Lord Carnarvon refusa inflexiblement d'envisager la possibilité de rapporter la mesure d'annexion, mais se déclara prêt à discuter des modalités d'une autonomie des Boers au sein d'une confédération sud-africaine. Paul Kruger, le membre le plus important de la délégation, demanda que les Boers puissent décider par référendum de la forme de gouvernement qu'ils souhaitaient, sous la tutelle de la Couronne britannique, mais refusa catégoriquement de s'associer en quoi que ce soit au projet de confédération⁵⁰. À la fin de 1877, lorsque les délégués rendirent compte à Pretoria, devant un rassemblement

49. J. Guy, 1980, chap. 3, 4 et 5; 1981.

50. C. F. Goodfellow, 1966, p. 141-144.



7.2. Membres d'un commando boer, vers 1880.
[© National Army Museum, Londres.]

populaire, de leur mission infructueuse, de nombreux Boers exigèrent une résistance armée. Mais les dirigeants semblaient convaincus que si un référendum montrait de façon concluante que les Boers étaient opposés à l'annexion, Carnarvon leur accorderait l'indépendance. Un référendum en bonne et due forme fut organisé, et, par une forte majorité, les Boers rejetèrent l'autorité britannique.

Une deuxième délégation partit pour Londres afin d'y présenter en détail les vues des Boers au nouveau secrétaire aux colonies, sir Michael Hicks Beach, qui avait succédé à lord Carnarvon. Il refusa lui aussi de renoncer au Transvaal. Lorsque la délégation fit son rapport devant une foule nombreuse, les clameurs exigeant une guerre de libération retentirent encore plus fort qu'auparavant. Les dirigeants tenaient, pourtant, à épuiser tous les moyens pacifiques d'obtenir l'indépendance. Avant de se disperser, ils envoyèrent un émissaire conférer avec Frere, qui était au Natal, et, en même temps, firent le serment solennel de lutter jusqu'à la mort pour la restauration de leur république. Frere vint au Transvaal et rencontra les Boers; il leur redit qu'ils pouvaient obtenir l'autonomie et une aide économique sous l'égide de

la Couronne, mais rien de plus. Il accepta de transmettre au gouvernement britannique une nouvelle pétition qui resta, elle aussi, sans effet.

De plus, en mars 1879, Shepstone fut remplacé par Owen Lanyon, qui n'avait qu'une connaissance limitée du Transvaal, et Frere par Wolseley, un militaire qui ne croyait pas à la diplomatie, mais à la force brutale. Les mesures qu'ils prirent l'un et l'autre ne firent qu'accroître la détermination des Boers à tenter de reconquérir leur indépendance par la force. Le 15 décembre 1879, un grand rassemblement auquel participaient plus de 6 000 Boers se tint à Wonderfontein; il résolut d'abandonner les moyens pacifiques de chercher à obtenir l'indépendance, de rejeter le statut de sujets britanniques et de mettre sur pied, dans les plus brefs délais, un gouvernement républicain. Wolseley arrêta les hommes qu'il tenait pour les meneurs et ne les relâcha que sous caution. À ce stade, toutefois, les Boers commencèrent à avoir confiance dans le nouveau gouvernement libéral de Grande-Bretagne, dont le chef, Gladstone, avait, à l'époque où il était dans l'opposition, parlé avec sympathie du Transvaal et de la nécessité de lui accorder son indépendance. Mais, lorsqu'ils lui demandèrent de tenir ses promesses, il leur dit, comme ses prédécesseurs, qu'ils ne pouvaient escompter autre chose que l'autonomie au sein d'une confédération.

En décembre 1880, à bout de patience, les Boers réinstituent unilatéralement leur gouvernement républicain, qui siégea pendant un certain temps dans la nouvelle capitale, Heidelberg. Le gouvernement provisoire était dirigé par Paul Kruger, Piet Joubert et M. W. Pretorius. La guerre éclata le 16 décembre, jour où Lanyon refusa de renoncer pacifiquement à l'administration du Transvaal. Elle se poursuivit jusqu'au 27 février 1881, jour où les Boers remportèrent une victoire décisive contre les Britanniques à Majuba Hill.

L'accord de paix fut signé à Pretoria en août 1881. Par cette convention, les Britanniques, s'ils renonçaient à leur objectif suprême d'une fédération rassemblant le Transvaal, les autres colonies et l'État libre d'Orange, obtenaient le contrôle de la main-d'œuvre africaine puisqu'ils disposeraient, à Pretoria, d'un résident chargé de superviser l'administration africaine des Boers. En second lieu, la suprématie impériale britannique au Transvaal se trouvait garantie par le fait que les Britanniques contrôlèrent les relations extérieures de la république et qu'ils auraient le droit, en temps de guerre, de déployer et de déplacer librement leurs forces et leurs équipements militaires au Transvaal. Les Boers obtenaient l'autonomie qui leur servirait de tremplin pour accéder à un degré plus grand de liberté. De nouvelles négociations aboutirent, le 27 février 1884, à la Convention de Londres, aux termes de laquelle les Britanniques renonçaient à tout contrôle sur les Africains, mais conservaient celui des relations de la république avec l'étranger¹.

Au moment même où les forces impériales se battaient pour réprimer le soulèvement boer, les troupes coloniales du Cap menaient contre les Sotho

1. C. F. J. Muller (dir. publ.), 1974, p.264-272; C. F. Goodfellow, 1966, p.198-213; L. Thom - son, 1971*b*; F. A. Van Jaarsveld, 1961, chap.7.

une guerre qui avait éclaté le 13 décembre 1880. Tout comme la guerre des Boers, le conflit armé avec le Lesotho était intimement lié aux efforts des Britanniques pour créer une confédération sud-africaine. Le gouvernement colonial et les fonctionnaires britanniques du Cap voulaient faire un premier pas dans ce sens en désarmant les États africains. C'est parce que les Sotho refusèrent un désarmement unilatéral qu'une guerre les opposa au Cap en 1880-1881.

Depuis 1872, le Lesotho était soumis à l'administration coloniale du Cap. Dans le cadre des efforts déployés pour promouvoir l'union de l'Afrique du Sud, Gordon Sprigg, le premier ministre du Cap, qui avait remplacé Molteno, avait, en collusion avec Frere, fait voter par le parlement du Cap, en 1878, la loi sur la préservation de la paix (Peace Preservation Bill). Cette loi habilitait le gouvernement à ordonner aux Africains de la colonie du Cap de remettre leurs armes à feu en échange d'une indemnité. Elle ne devait pas, à l'origine, s'appliquer au Lesotho, mais Sprigg, qui savait que ses habitants détenaient de nombreux fusils, décida d'en étendre la portée à ce royaume.

Pour les Sotho, les fusils avaient une grande signification sociale, politique et économique. Ils étaient achetés grâce à l'argent gagné dans les mines de diamants, et représentaient par conséquent un énorme investissement en travail. Les Sotho tenaient aussi à leurs fusils parce qu'il n'était que trop clair pour eux, étant donné la longue histoire de leur lutte avec l'État libre d'Orange, qu'ils pourraient servir un jour à défendre leur royaume. De plus, la possession d'un fusil marquait chez eux le passage de l'enfance à l'état adulte. Ils soupçonnaient aussi le gouvernement du Cap de ne pas leur faire entièrement confiance et de chercher à les affaiblir afin de les réduire, ensuite, en esclavage. D'autres mesures contribuèrent, en outre, à pousser les Sotho à la résistance armée. En 1879, la colonie du Cap proposa d'attribuer le district de Quthing à des fermiers blancs pour punir son chef sotho Moorosi, qui s'était récemment révolté, bien que ce fût absolument contraire à la promesse de n'aliéner aucune partie de son pays, promesse qui avait été faite par les Britanniques à Moshoeshoe. Qui plus est, le gouvernement du Cap annonça également une augmentation de l'impôt sur les cases, qui passait à une livre. Cette décision était tout à fait inacceptable pour les Sotho, parce qu'un montant de 12 000 livres avait été récemment prélevé sur le compte du Lesotho et affecté à la colonie du Cap.

Les Sotho tentèrent de parvenir à un accord avec la colonie du Cap par des moyens pacifiques. Ils protestèrent auprès de Sprigg lorsque, par deux fois, il se rendit dans leur pays pour discuter avec eux la plupart de ces questions; ils adressèrent des pétitions au gouverneur et à la reine d'Angleterre; ils envoyèrent des émissaires au Cap pour faire pression sur les parlementaires. Tout cela resta vain.

Pendant ce temps, le pouvoir au Lesotho passait des mains du roi, appelé désormais chef suprême, Litsie, à celles des chefs. Le roi devenait trop vieux et, bien qu'il fût opposé au désarmement et aux autres mesures de type colonial prises par le Cap, il redoutait énormément les conséquences néfastes

que pourrait avoir une résistance armée qui chasserait les Britanniques et exposerait le royaume aux risques d'attaque de l'État libre d'Orange. Il se démarqua donc du courant populaire qui réclamait la lutte armée et demanda que soient organisées des manifestations pacifiques. Mais la majorité soutint les chefs Lerotholi, Masopha et Joel, qui faisaient tous serment de s'opposer par la violence aux mesures prises par le gouvernement du Cap, et encourageaient le peuple à désobéir aux magistrats et à châtier ceux qui soutenaient l'administration coloniale, en détruisant et confisquant leurs biens.

Le 13 septembre 1880, les troupes du Cap entrèrent au Lesotho. La guerre ainsi déclenchée dura sept mois. Pour le gouvernement du Cap, les dépenses militaires augmentèrent vertigineusement et atteignirent le niveau inacceptable de 3 millions de livres. Sir Hercules Robinson, le nouveau gouverneur et haut-commissaire, se montra extrêmement désireux de faire la paix avec les Sotho. Ces derniers, après sept mois, étaient également las de la guerre, de sorte qu'ils demandèrent la paix. Le moment était favorable à un arbitrage du gouverneur. Il le rendit le 29 avril 1881. Si les Sotho étaient toujours priés, en principe, de remettre leurs fusils contre indemnité, ils pouvaient les conserver en pratique, à condition de demander des permis. Une amnistie totale était offerte, mais une amende de 5 000 têtes de bétail devait être payée par les « rebelles » pour dédommager les « loyalistes » et les marchands des pertes matérielles qu'ils avaient subies pendant la guerre. Tout compte fait, donc, les Sotho avaient gagné la guerre puisqu'ils l'avaient faite pour conserver leurs fusils. Le prestige et le pouvoir des chefs qui avaient obtenu ce résultat s'accrurent énormément aux dépens du roi, qui avait hésité à un moment où le pays avait besoin de dirigeants combatifs et intraitables. En outre, le gouvernement du Cap décida de mettre sa nouvelle politique en œuvre par l'intermédiaire des chefs. Ce fut ainsi pour eux une double victoire².

La victoire du Lesotho, la non-annexion du royaume zulu et l'octroi de l'autonomie au Transvaal marquaient la fin des efforts déployés par la Grande-Bretagne pour obliger la région à se fédérer. Elle se contenterait, pour le moment, de maintenir un contrôle souple sur les diverses parties de l'Afrique du Sud, principalement grâce à des résidents installés sur place pour suivre constamment l'évolution de la situation. La Grande-Bretagne essaiera de nouveau d'asseoir beaucoup plus fermement son autorité après la découverte de l'or, au milieu de la décennie. Du point de vue des Africains, la Grande-Bretagne avait beaucoup fait pour réduire leur indépendance. À l'est, le Ciskei, avec sa nombreuse population xhosa, mfengu et khoi khoi, était solidement tenu par la colonie du Cap. Il en allait de même des Sotho, même si ceux-ci jouissaient d'une grande marge d'autonomie interne. Le Griqualand occidental avait aussi perdu sa souveraineté. Les Zulu et les Pedi étaient sur la voie de l'autodestruction. L'arrestation de Sekhukhune et l'installation de son rival, Mampuru, garantissaient que le royaume serait déchiré par des luttes intestines et, par conséquent, subordonné au Transvaal.

2. S. Burman, 1981, chap. 9-12.